

13
Jan
26

ECO BUSINESS

By Lodj

www.lodj.ma

PME

TPE

STARTUP



LE MANIFESTE DE LA JEUNESSE 2026 :

LA JEUNESSE N'EST PAS UNE VARIABLE
D'AJUSTEMENT, MAIS AU CŒUR DE
L'ÉCONOMIE MAROCAINE ?

العدد 11 - يناير 2026
المملكة المغربية - وولند

@lodjmaroc



Dossier Spécial: **Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse**

Orientation scolaire : la première politique économique que le Maroc sous-estime

Formation professionnelle : quand l'économie régionale attend ses compétences

NEET : la génération invisible qui coûte déjà des milliards

Santé mentale des jeunes : le maillon faible de la compétitivité nationale

Emploi décent : pourquoi la précarité est un mauvais calcul économique

Culture, sport, loisirs : ces secteurs que l'on subventionne au lieu de les structurer

Former à l'incertitude : la compétence clé du XXI^e siècle

Esprit critique : la compétence que ni l'école ni l'entreprise n'enseignent vraiment

Citoyenneté numérique : sans droits, pas d'économie digitale viable

Jeunesse marocaine et monde : partir pour réussir ou partir pour revenir ?

Écologie : quand la jeunesse porte l'économie verte à bout de bras

Participation politique des jeunes : le chaînon manquant de l'efficacité publique

Libertés publiques : un coût quand elles manquent, un gain quand elles existent

Renouveler les élites : urgence politique ou nécessité économique ?

Démocratie participative : la méthode la moins chère pour mieux gouverner

Corruption : pourquoi les jeunes décrochent avant même d'entrer dans l'économie

Mérite ou résignation : le vrai choix économique du Maroc

ECO BUSINESS

LODj



Imprimerie Arrissala

IB

JAN | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média – Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

By Lodj WEB TV



**100% digitale
100% Made in Morocco**



POURQUOI UNE CHARTE DU 11 JANVIER POUR LA JEUNESSE ?

Cette initiative volontaire s'inscrit dans la volonté de poser les bases d'un nouveau pacte national en faveur de la jeunesse marocaine, dans un contexte de transformations profondes que connaît la société marocaine depuis plusieurs années. L'élevation du niveau des droits et libertés, l'élargissement des attentes citoyennes et la diversification des revendications politiques, économiques, sociales et culturelles ont placé les jeunes au cœur des dynamiques de plaidoyer et de mobilisation depuis plus d'une décennie.

Le Maroc traverse aujourd'hui une phase démographique décisive, portée par le poids et le potentiel de sa jeunesse, à l'horizon 2040. Cette dynamique, souvent qualifiée de « dividende démographique », ne pourra toutefois se traduire en véritable levier de progrès et de prospérité que si les jeunes sont pleinement associés aux processus de décision, dotés des moyens d'émancipation et reconnus comme acteurs centraux de la création et du partage équitable de la richesse nationale.

Le choix de la date du 11 janvier 2025, moment fondateur de la mémoire nationale et symbole du contrat social du Maroc indépendant fondé sur la monarchie constitutionnelle et le choix démocratique, n'est pas fortuit. Il a servi de point de départ à un large processus de concertation impliquant des jeunes de différentes générations, régions et territoires, visant à co-construire les fondements d'une charte nationale issue de la réflexion collective, tant dans l'identification des blocages que dans la formulation de solutions.

Ce processus a été enrichi par l'écoute des expressions et mobilisations de la jeunesse ayant récemment revendiqué une amélioration de l'action publique dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, ainsi que par les appels à la moralisation de la vie publique et à la lutte contre la corruption.

Dans ce cadre, le Forum Mizane Jeunesse 2.0 a constitué un espace inclusif de débat pluraliste et une plateforme directe d'interpellation des responsables publics.

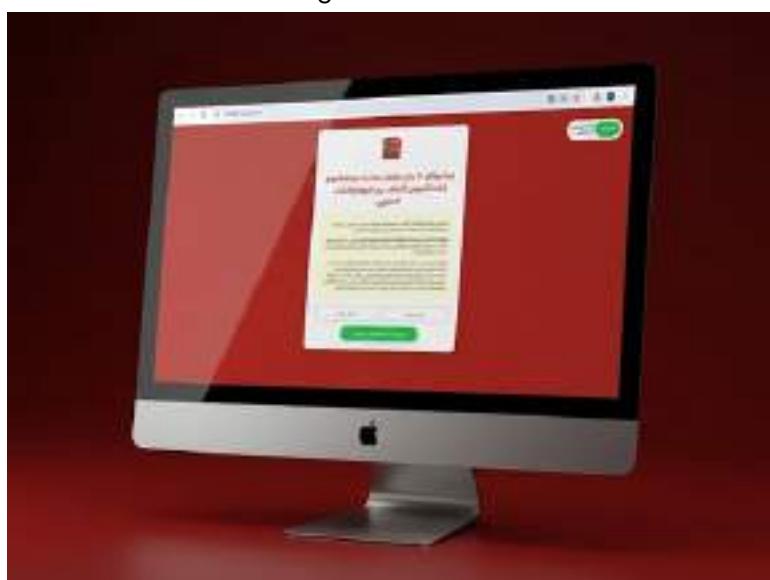
La Charte est l'aboutissement d'un ensemble d'initiatives cumulées ayant mobilisé plus de quinze mille jeunes, impliqués dans leur organisation, leur animation ou l'enrichissement de leurs conclusions. Elle identifie les priorités stratégiques du point de vue de la jeunesse marocaine, appelées à constituer la base d'un nouvel engagement avec l'État, les forces vives et la société.

Il ne s'agit ni d'un programme électoral ni d'un plan opérationnel, mais d'une plateforme ouverte, invitant la jeunesse marocaine, au pays et à l'étranger, ainsi que les acteurs associatifs et citoyens, à adhérer à ses principes et à s'engager dans un nouveau contrat national plaçant les jeunes au cœur de la construction du présent et de l'avenir.

Préambule de Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse

Fidèles aux constantes fondamentales de la Nation marocaine telles que consacrées par la Constitution : l'Islam modéré, l'unité nationale, la monarchie constitutionnelle et le choix démocratique

Conscients de la richesse historique du Maroc et de l'unité de son identité nationale, nourrie par la diversité de ses affluents culturels et civilisationnels, fondée sur les valeurs de modération, de coexistence, d'ouverture, de tolérance et de dialogue



CHARTE DE LA JEUNESSE DU 11 JANVIER 2026

Engagés dans la consolidation de l'intégrité territoriale du Royaume et dans le renforcement du consensus national et international autour de l'initiative d'autonomie dans les provinces du Sud, marquée par le tournant stratégique du 31 octobre 2025

Attachés aux garanties constitutionnelles des droits et libertés pour l'ensemble des citoyennes et citoyens, avec une attention particulière aux catégories en situation de vulnérabilité, et notamment à la jeunesse

Guidés par les orientations royales soulignant le rôle central des jeunes comme richesse démographique et moteur du changement

S'appuyant sur les recommandations du Nouveau Modèle de Développement et des institutions constitutionnelles Convaincus du potentiel des jeunes Marocaines et Marocains à rayonner sur les scènes nationale et internationale,

Nous affirmons notre engagement volontaire et responsable en faveur d'une nouvelle charte nationale pour la jeunesse, fondée sur la cohésion sociale, le dialogue intergénérationnel et la dignité, garantissant à chaque jeune des opportunités réelles et une participation active au développement du pays.

La signature de cette Charte constitue un engagement moral collectif, visant à mobiliser les acteurs publics, privés et associatifs afin de traduire ses principes en politiques concrètes, reconnaissant la jeunesse comme partenaire indispensable de toute réforme durable et vecteur du renouveau de l'intelligence marocaine.

Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse :

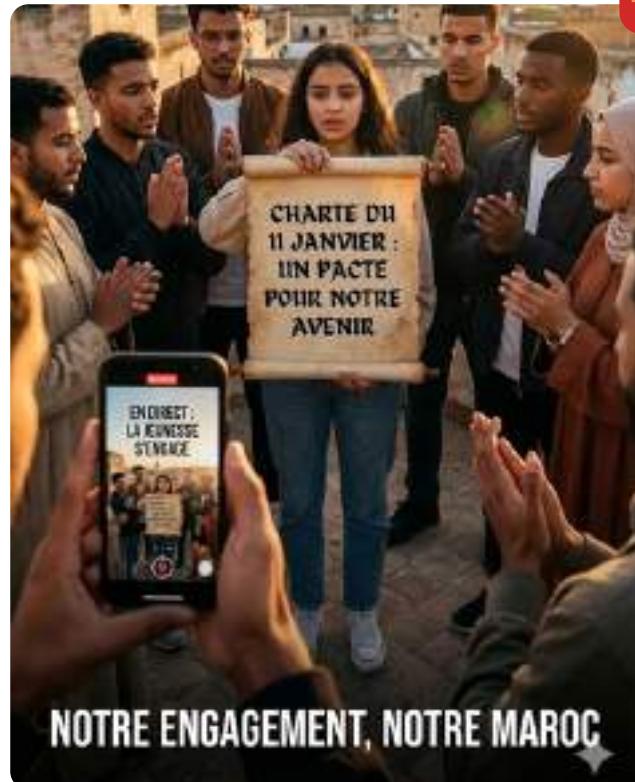
1-Garantir l'accès des jeunes aux droits économiques et sociaux

1-Assurer une éducation publique gratuite, de qualité équivalente sur l'ensemble du territoire, tenant compte des spécificités du monde rural et des zones enclavées, et renforçant l'orientation scolaire précoce.

2-Développer une formation professionnelle attractive, adaptée aux besoins régionaux, aux métiers d'avenir et à l'employabilité des jeunes.

3-Mettre en place des dispositifs territoriaux d'accompagnement des jeunes en difficulté, notamment les NEET, et renforcer les structures de la « deuxième chance ».

4-Garantir un accès de proximité à des services de santé physique et mentale de qualité, incluant la prévention des addictions et le soutien psychologique.



5-Promouvoir l'accès à un emploi décent et à la dignité économique, notamment dans les zones rurales et périphériques, en soutenant l'entrepreneuriat, les nouvelles formes d'emploi et l'intégration progressive du secteur informel.

6-Faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture, au sport et au tourisme, au Maroc et à l'international, dans une logique d'égalité des chances et de qualité de vie.

2-Doter les jeunes des valeurs et compétences du XXI^e siècle

7-Renforcer la capacité d'adaptation et la résilience face aux incertitudes et mutations rapides.

8-Développer l'esprit critique, l'autonomie intellectuelle et la capacité d'analyse de l'information.

Encourager l'initiative, l'innovation et la prise de responsabilité.

9-Garantir les droits liés à la citoyenneté numérique, dans un environnement sûr, éthique et inclusif, respectueux de la vie privée et des règles de l'intelligence artificielle.

10-Concilier l'ancre national avec l'ouverture sur les dynamiques mondiales, dans le respect des valeurs universelles.

11-Faire de la durabilité environnementale un engagement quotidien porté par la jeunesse, à travers des projets verts et responsables.

CHARTE DE LA JEUNESSE DU 11 JANVIER 2026

3-Encourager la participation des jeunes à la décision publique

12-Consolider la démocratie représentative et renforcer la participation politique des jeunes.

13-Appliquer une interprétation démocratique des libertés publiques, notamment la liberté d'expression et de manifestation pacifique.

14-Favoriser le renouvellement des élites par l'autonomisation politique des jeunes et leur accès aux responsabilités électives.

15-Renforcer la démocratie participative à travers des mécanismes clairs de concertation, de transparence et d'accès à l'information publique.



4-Moraliser la vie publique et lutter contre la corruption

16-Restaurer la confiance des jeunes dans les institutions par la promotion de l'intégrité, la transparence, la reddition des comptes et la lutte effective contre la corruption, le clientélisme et les conflits d'intérêts.

17-Valoriser le mérite, la compétence et l'égalité d'accès aux opportunités, comme fondements d'un État juste et crédible.



CHARTE DU 11 JANVIER 2026 POUR LA JEUNESSE

La Génération Y a adopté et signé le manifeste de l'indépendance du 11 Janvier 1944.

Le 11 Janvier 2026, la Génération Z prend le relais de l'Histoire en adoptant le Manifeste de la Jeunesse, avec une volonté claire : poser les bases d'un nouveau pacte national en faveur de la jeunesse marocaine.

Ce pacte repose sur trois piliers majeurs : l'Élévation du niveau des droits et libertés, l'Élargissement des attentes citoyennes et la concrétisation des revendications politiques, économiques, sociales et culturelles.

Un appel est lancé à toutes les générations marocaines, sans distinction, pour rejoindre ce plaidoyer collectif et se mobiliser en faveur de son adoption dans un large consensus national.

Exprimez votre adhésion en votant ici.

**CLIQUEZ ICI
ET PARTICIPEZ
AU VOTE**



By Lodj





LE MANIFESTE DE LA JEUNESSE 2026:

LA JEUNESSE N'EST PAS UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT, MAIS AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE ?

Publier une charte n'est jamais un acte neutre.

Publier la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse, l'accompagner d'un appel à l'adhésion, et surtout lui consacrer dix-sept analyses économiques de fond, relève d'un choix éditorial assumé : celui de considérer la jeunesse non plus comme un sujet périphérique, mais comme une question centrale de politique économique.

Depuis trop longtemps, le débat sur la jeunesse au Maroc oscille entre deux registres insuffisants. D'un côté, l'approche sociale, compassionnelle, parfois alarmiste. De l'autre, le discours incantatoire, où la jeunesse est célébrée comme "avenir du pays" sans jamais être réellement intégrée aux mécanismes de décision, de production et de création de valeur. Entre les deux, un angle mort : l'économie réelle de la jeunesse.

La Charte du 11 Janvier vient combler ce vide. Non pas en proposant un programme clé en main, mais en posant une grille de lecture cohérente : droits économiques et sociaux, compétences du XXI^e siècle, participation à la décision publique, intégrité et mérite. Autrement dit, les conditions structurelles sans lesquelles aucune croissance durable n'est possible.

Pourquoi un hebdomadaire économique choisit-il de publier ce texte et d'y consacrer une série entière ?

Parce que les chiffres, à eux seuls, ne disent plus l'essentiel. Le chômage des jeunes, la montée de l'informel, la fuite des talents, la défiance envers les institutions, la faiblesse de la productivité : tous ces phénomènes ont un point commun. Ils traduisent une mauvaise intégration de la jeunesse dans le modèle économique.

Les dix-sept articles que nous publions dans ce numéro spécial ne sont ni des plaidoyers militants, ni des exercices académiques.

Ce sont des lectures économiques. Orientation scolaire comme politique d'allocation des talents. Formation professionnelle comme levier de développement régional. Santé mentale comme infrastructure invisible de la compétitivité. Méritocratie comme condition de la croissance. À chaque fois, la même question traverse l'analyse : combien coûte l'inaction, et combien rapporte une réforme bien pensée ?



Ce sont des lectures économiques. Orientation scolaire comme politique d'allocation des talents. Formation professionnelle comme levier de développement régional. Santé mentale comme infrastructure invisible de la compétitivité. Méritocratie comme condition de la croissance. À chaque fois, la même question traverse l'analyse : combien coûte l'inaction, et combien rapporte une réforme bien pensée ?



Ce dossier assume une conviction forte : la jeunesse n'est pas un problème à gérer, mais un actif stratégique mal exploité. Dans un pays jeune, rater la jeunesse revient à rater la croissance. À l'inverse, l'associer réellement aux décisions, sécuriser ses parcours, valoriser ses compétences et garantir l'équité des règles du jeu constitue l'un des investissements publics les plus rentables à long terme.

L'appel à la signature et à l'adhésion à la Charte n'est donc pas un geste symbolique. Il s'agit d'un engagement moral collectif, adressé aux acteurs publics, aux entreprises, aux partis, aux syndicats, au monde associatif, mais aussi aux jeunes eux-mêmes. Adhérer, ce n'est pas approuver chaque mot. C'est reconnaître que le statu quo est devenu économiquement intenable.

À l'horizon 2040, le Maroc jouera une partie décisive. Soit il transforme son dividende démographique en moteur de prospérité. Soit il laisse s'installer une économie de la frustration, de la résignation et du déclassement. Entre ces deux trajectoires, il n'y a pas de raccourci, mais des choix.

En publiant cette Charte et les analyses qui l'accompagnent, notre hebdomadaire fait le sien : ouvrir un débat économique sérieux sur la jeunesse, loin des slogans et des postures. Parce que la jeunesse n'est pas seulement l'avenir du pays. Elle est déjà son présent économique. Et ce présent mérite mieux que des discours.

Rédigé par

Adnane Benchaâboun

ORIENTATION SCOLAIRE : LA PREMIÈRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE QUE LE MAROC SOUS-ESTIME

Assurer une éducation publique gratuite, de qualité équivalente sur l'ensemble du territoire, tenant compte des spécificités du monde rural et des zones enclavées, et renforçant l'orientation scolaire précoce.

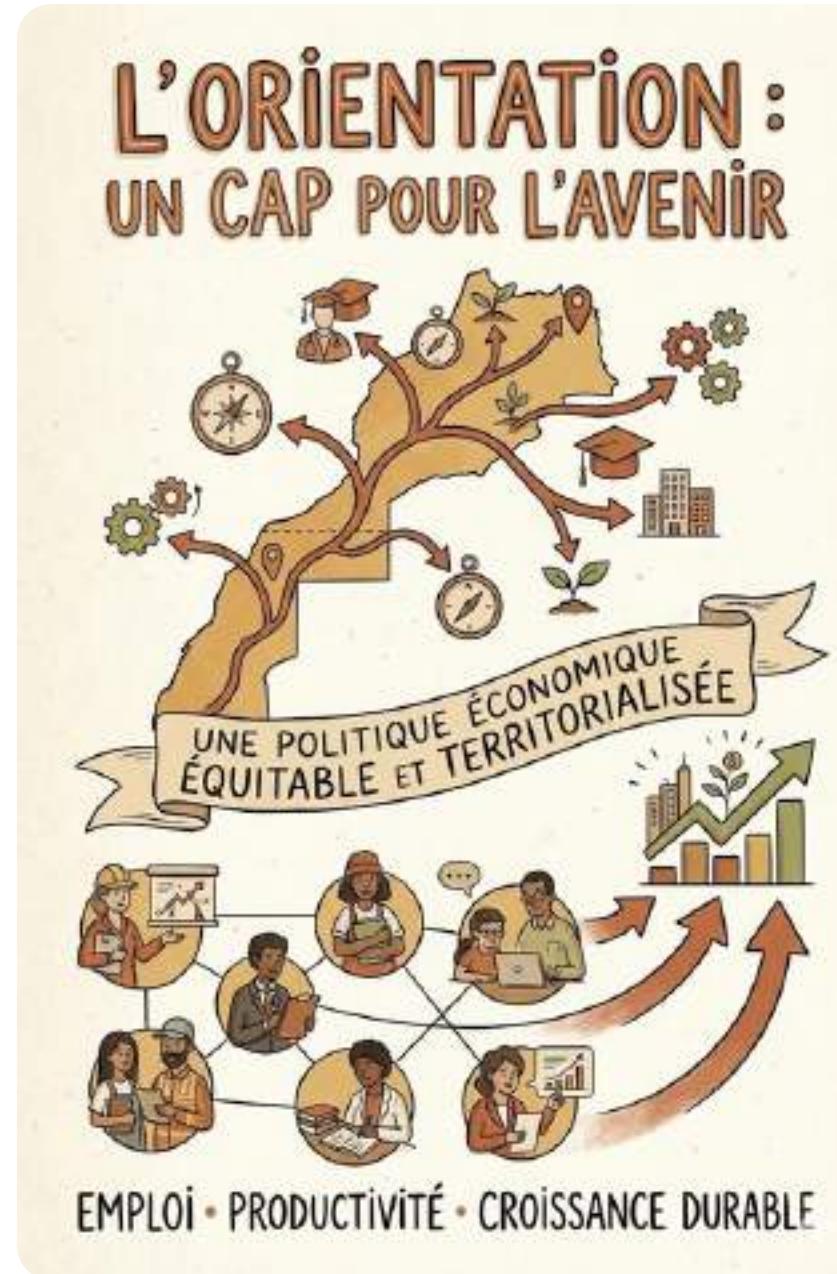
On parle souvent du chômage des diplômés comme d'une fatalité. Trop de jeunes, pas assez d'emplois. Trop d'universités, pas assez d'usines. Le débat est connu, presque usé. Mais il commence rarement au bon endroit. Car le chômage des diplômés ne naît pas à la sortie de l'université. Il s'installe bien plus tôt, parfois dès le collège, au moment silencieux où l'orientation scolaire cesse d'être un choix éclairé pour devenir un hasard social.

Dans la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse, la question de l'éducation publique équitable et de l'orientation précoce n'est pas anodine. Elle touche au cœur du modèle économique marocain. Car orienter, ce n'est pas seulement informer un élève. C'est organiser, à long terme, la manière dont un pays forme sa main-d'œuvre, répartit ses compétences et transforme son capital humain en richesse productive.

Aujourd'hui, l'orientation scolaire au Maroc reste largement théorique, tardive et inégalitaire. Dans les grandes villes, certains élèves bénéficient d'un accompagnement informel via la famille, les réseaux ou le secteur privé. Ailleurs, notamment dans le monde rural et les zones enclavées, l'orientation est souvent réduite à une suite de décisions par défaut. On continue "jusqu'à ce que ça bloque". Puis on improvise.

Ce système a un coût économique massif, mais rarement chiffré. Chaque étudiant engagé dans un parcours sans débouché réel représente un double gaspillage : des dépenses publiques engagées (enseignants, infrastructures, bourses) et un potentiel productif immobilisé pendant plusieurs années. À l'échelle nationale, cela se traduit par une accumulation de diplômés sous-employés, frustrés, ou contraints de rejoindre l'informel.

L'orientation scolaire devrait pourtant être pensée comme une politique d'allocation optimale des talents. Un pays qui investit dans l'éducation sans piloter les parcours ressemble à une entreprise qui recrute sans stratégie. Il produit des compétences, mais pas forcément celles dont l'économie a besoin, ni là où elle en a besoin.



L'enjeu est aussi territorial. Les besoins économiques d'une région agricole, industrielle ou touristique ne sont pas les mêmes. Pourtant, les parcours scolaires restent largement uniformes. Résultat : des régions qui importent leurs compétences, pendant que leurs propres jeunes migrent vers les grandes villes ou quittent le pays. Une orientation mieux articulée aux réalités locales permettrait de fixer la valeur ajoutée sur place, de renforcer les économies régionales et de réduire les déséquilibres territoriaux.

Il y a également une dimension sociale profonde. L'absence d'orientation précoce renforce les inégalités dès le départ. Les élèves issus de milieux favorisés savent contourner les impasses. Les autres les découvrent trop tard. Le déclassement n'est alors pas seulement économique, il est psychologique. Il alimente un sentiment d'injustice qui fragilise la confiance dans l'école, puis dans les institutions.

Sur le plan macroéconomique, une orientation efficace agit comme un amortisseur. Elle réduit le décrochage scolaire, fluidifie la transition entre formation et emploi, et améliore la productivité globale. Les pays qui ont investi sérieusement dans des systèmes d'orientation intégrés – associant école, formation professionnelle, entreprises et territoires – affichent des taux de chômage des jeunes plus faibles et des trajectoires professionnelles plus stables.

Au Maroc, repenser l'orientation scolaire suppose de rompre avec une vision purement académique du parcours éducatif. Il ne s'agit pas de hiérarchiser les filières, mais de les rendre lisibles, réversibles et connectées au monde réel. Valoriser les parcours techniques et professionnels n'est pas un discours de communication, c'est une nécessité économique.



La Charte du 11 Janvier ouvre une brèche importante en posant l'orientation comme un droit, et non comme un luxe. Elle rappelle implicitement que l'égalité des chances commence bien avant l'accès à l'emploi. Elle commence par l'accès à l'information, à l'accompagnement et à des choix réalistes.

Dans un pays jeune comme le Maroc, à l'horizon 2040, ignorer cette dimension revient à hypothéquer le dividende démographique. À l'inverse, investir dans une orientation scolaire intelligente, territorialisée et anticipée, c'est agir sur l'un des leviers économiques les plus puissants et les moins visibles.

La première politique de l'emploi, ce n'est pas un programme de subventions ou un dispositif d'insertion tardif. C'est une boussole donnée à temps. Et pour l'instant, trop de jeunes avancent sans carte, dans une économie qui, elle, n'attend pas.

FORMATION PROFESSIONNELLE : QUAND L'ÉCONOMIE RÉGIONALE ATTEND SES COMPÉTENCES

Développer une formation professionnelle attractive, adaptée aux besoins régionaux, aux métiers d'avenir et à l'employabilité des jeunes.

Pendant longtemps, la formation professionnelle au Maroc a souffert d'une image injuste : celle d'une voie de relégation, choisie par défaut lorsque le parcours académique classique s'interrompt. Cette perception, profondément ancrée, a produit un paradoxe économique durable : un pays qui manque de compétences opérationnelles tout en produisant chaque année des milliers de jeunes diplômés en difficulté d'insertion. La Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse remet cette question au centre, non pas comme un enjeu éducatif secondaire, mais comme une pièce maîtresse du développement économique.

Car la formation professionnelle n'est pas un filet social. C'est un outil de production. Lorsqu'elle est pensée en lien avec les besoins réels des territoires, elle devient un accélérateur de croissance locale, un facteur de compétitivité et un levier de stabilisation sociale.

Le Maroc est un pays de régions contrastées. Les dynamiques économiques de Tanger, d'Agadir, de Khouribga ou d'Errachidia ne répondent ni aux mêmes logiques ni aux mêmes cycles. Pourtant, l'offre de formation reste largement standardisée, parfois déconnectée des bassins d'emploi existants ou émergents. On forme des profils génériques dans des territoires qui auraient besoin de compétences spécifiques, immédiatement mobilisables.

Cette inadéquation a un coût économique direct. Les entreprises peinent à recruter localement et importent des compétences, parfois à grands frais. Les jeunes, eux, migrent vers les grandes villes ou s'installent dans l'informel faute d'opportunités adaptées à leur formation. Résultat : une perte séche de valeur ajoutée territoriale et une pression accrue sur les pôles urbains déjà saturés.

Une formation professionnelle attractive, telle que défendue par la Charte, suppose d'abord un changement de logique : passer d'une offre construite par l'administration à une offre co-produite avec les acteurs économiques régionaux. Industrie, agriculture moderne, logistique, tourisme, énergies renouvelables, économie numérique : chaque territoire possède des niches de croissance potentielles. Encore faut-il former les jeunes pour les occuper.

L'enjeu dépasse la simple insertion individuelle. Lorsqu'une région dispose d'un vivier de compétences adaptées, elle devient plus attractive pour l'investissement. Les décisions d'implantation industrielle ou de développement de services reposent de plus en plus sur la disponibilité locale de talents. Une formation professionnelle bien calibrée agit donc comme un signal économique fort envoyé aux investisseurs.

FORMATION PROFESSIONNELLE : QUAND L'ÉCONOMIE RÉGIONALE ATTEND SES COMPÉTENCES



Il y a aussi une question de temporalité. L'économie évolue vite, parfois brutalement. Les métiers d'hier ne sont pas toujours ceux de demain. La formation professionnelle doit donc être pensée comme un système agile, capable de se réajuster rapidement. Cela implique des passerelles, des modules courts, des certifications évolutives. Former un jeune aujourd'hui ne signifie plus lui garantir un métier à vie, mais lui donner des compétences transférables et actualisables.

Sur le plan social, revaloriser la formation professionnelle contribue à rééquilibrer le récit de la réussite. Tant que l'ascension sociale restera associée quasi exclusivement au diplôme universitaire, le marché du travail continuera de produire de la frustration. Une économie saine repose sur la complémentarité des profils : techniciens qualifiés, ingénieurs, artisans spécialisés, opérateurs formés aux nouvelles technologies. Chacun crée de la valeur, à condition que le système le reconnaissse.

La Charte insiste également sur l'employabilité, un mot souvent galvaudé mais essentiel. Être employable ne signifie pas seulement avoir un diplôme. Cela signifie maîtriser des compétences concrètes, comprendre les attentes du monde professionnel et pouvoir évoluer. Une formation professionnelle moderne doit intégrer cette dimension dès le départ, en lien étroit avec l'entreprise, sans pour autant se transformer en sous-traitance de court terme.

Enfin, il y a une dimension stratégique rarement abordée : la souveraineté économique. Dans un contexte de recomposition des chaînes de valeur mondiales, le Maroc ambitionne de monter en gamme, d'attirer des industries plus complexes, de développer des filières locales. Sans une main-d'œuvre qualifiée, adaptable et territorialisée, ces ambitions resteront fragiles. La formation professionnelle devient alors un enjeu de sécurité économique.

En posant la formation professionnelle comme un pilier de l'émancipation des jeunes, la Charte du 11 Janvier change subtilement de paradigme. Elle invite à regarder les jeunes non comme une main-d'œuvre à "occuper", mais comme des producteurs de valeur à outiller. Elle rappelle que la compétitivité d'un pays ne se décrète pas à Rabat ou à Casablanca, mais se construit, région par région, atelier par atelier, compétence par compétence.

À l'heure où le Maroc cherche à consolider son modèle de développement, ignorer la formation professionnelle serait une erreur stratégique. La réinventer, en revanche, pourrait transformer silencieusement l'économie réelle. Et offrir à des milliers de jeunes non pas un emploi par défaut, mais une place claire dans la machine productive nationale.



NEET : LA GÉNÉRATION INVISIBLE QUI COÛTE DÉJÀ DES MILLIARDS

ECO BUSINESS

Mettre en place des dispositifs territoriaux d'accompagnement des jeunes en difficulté, notamment les NEET, et renforcer les structures de la « deuxième chance ».

Ils ne sont ni à l'école, ni en formation, ni en emploi. Les NEET – Not in Education, Employment or Training – forment l'un des angles morts les plus préoccupants de l'économie marocaine. Invisibles dans les statistiques classiques, absents des radars institutionnels, ils incarnent pourtant un coût social et économique considérable. En les mentionnant explicitement, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse met le doigt sur une réalité que le pays ne peut plus se permettre d'ignorer.

Car derrière l'acronyme technique se cache une réalité brute : des centaines de milliers de jeunes en âge de produire, d'innover, de contribuer, laissés en suspens. Ni inactifs par choix, ni totalement intégrés, ils évoluent dans une zone grise où le temps passe sans accumulation de compétences ni perspectives claires.

Du point de vue économique, cette situation est une aberration. Chaque jeune durablement hors du système représente une perte de capital humain. L'investissement éducatif initial n'est pas valorisé, l'expérience professionnelle ne s'acquiert pas, et la probabilité de retour vers l'emploi formel diminue avec le temps. Plus l'inactivité se prolonge, plus le coût de la réintégration augmente.

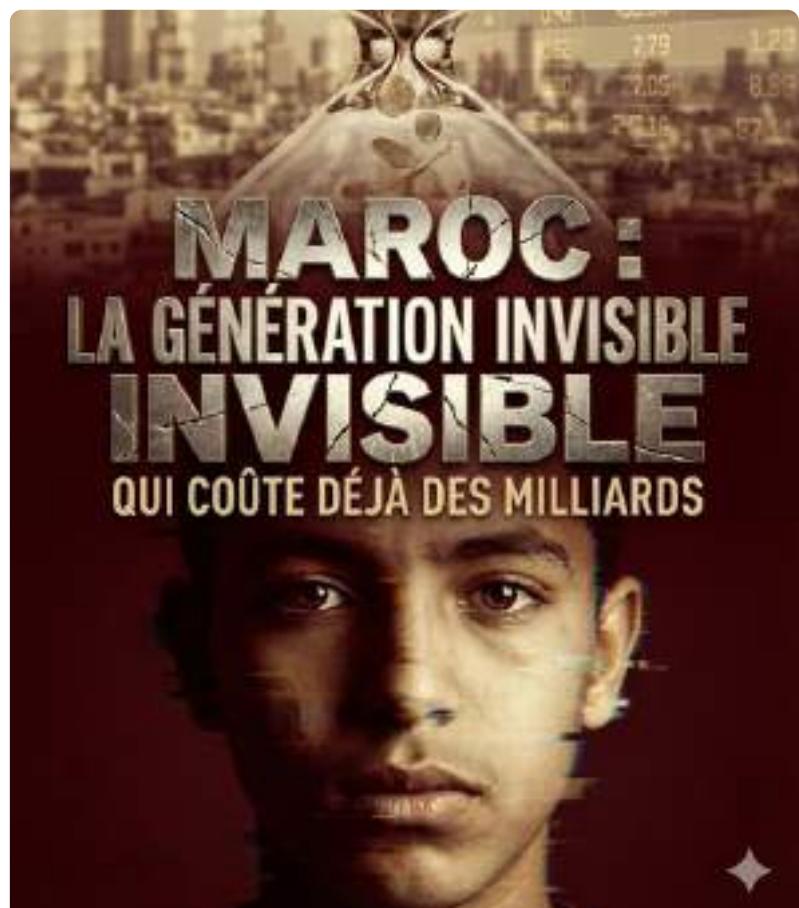
À l'échelle macroéconomique, l'impact est massif. Les NEET ne produisent pas de richesse, ne contribuent que marginalement aux recettes fiscales, mais génèrent des coûts indirects : soutien familial prolongé, pressions sur les services sociaux, informalité, parfois dérives plus graves. Ce déséquilibre fragilise à la fois les finances publiques et la cohésion sociale. Le phénomène touche de manière disproportionnée certains territoires et certaines catégories. Le monde rural, les périphéries urbaines, les jeunes femmes peu diplômées sont particulièrement exposés.

Là encore, l'absence de dispositifs territorialisés aggrave les inégalités. Un jeune NEET à Casablanca n'a pas les mêmes chances de "rebond" qu'un jeune NEET dans une zone enclavée.

La Charte insiste sur la nécessité de dispositifs d'accompagnement de proximité et sur le renforcement des structures de la "deuxième chance". Ce point est central.

Les NEET ne constituent pas un bloc homogène. Certains ont décroché tôt du système scolaire, d'autres sont des diplômés désabusés, d'autres encore alternent petits boulots informels et périodes d'inactivité. Les réponses doivent être différencierées, flexibles, et surtout rapides.

Sur le plan économique, les politiques de deuxième chance sont souvent perçues comme coûteuses. C'est une erreur de lecture. Il faut les analyser comme des investissements à rendement différé. Réinsérer un jeune dans un parcours de formation ou d'activité productive réduit à long terme les dépenses sociales et augmente les recettes futures. Les études internationales montrent que chaque dirham investi dans des programmes de réinsertion bien conçus génère des retours multiples sur plusieurs années.



Il y a aussi un enjeu de dignité et de confiance. Beaucoup de NEET développent un sentiment de déclassement profond, parfois une rupture symbolique avec l'État et les institutions. Sans accompagnement humain, les dispositifs techniques échouent. C'est pourquoi les initiatives territoriales, associatives et hybrides jouent un rôle clé. Elles recréent du lien là où le système formel a décroché.

Du point de vue du marché du travail, intégrer les NEET n'est pas seulement une question sociale. C'est une réponse à des pénuries réelles de main-d'œuvre dans certains secteurs. Agriculture modernisée, services à la personne, artisanat structuré, économie verte : de nombreuses filières pourraient absorber une partie de ces jeunes, à condition de proposer des parcours progressifs, sécurisés et reconnus.

La question centrale est celle du timing. Plus un jeune reste longtemps NEET, plus il devient difficile de le réintégrer. La prévention est donc tout aussi importante que la réparation. L'orientation précoce, la lutte contre le décrochage scolaire et les passerelles entre systèmes sont des leviers décisifs pour éviter que l'inactivité ne devienne une trappe permanente.

En intégrant les NEET dans ses priorités, la Charte du 11 Janvier envoie un signal fort : aucun jeune n'est inutile à l'économie nationale. Mais cette affirmation doit être traduite en mécanismes concrets, lisibles, évaluables. Sans quoi elle restera une déclaration d'intention de plus.

À l'horizon du dividende démographique, le Maroc n'a pas le luxe de laisser une génération en jachère. Les NEET ne sont pas un problème à gérer. Ils sont une réserve économique à activer. Et plus l'activation tarde, plus la facture collective s'alourdit.



SANTÉ MENTALE DES JEUNES : LE MAILLON FAIBLE DE LA COMPÉTITIVITÉ NATIONALE

ECO BUSINESS

Garantir un accès de proximité à des services de santé physique et mentale de qualité, incluant la prévention des addictions et le soutien psychologique.

Longtemps cantonnée au registre de l'intime ou du médical, la santé mentale reste l'un des sujets les plus sous-estimés du débat public marocain. Lorsqu'elle est évoquée, c'est souvent sous l'angle de la détresse individuelle ou du tabou social. Rarement comme un enjeu économique majeur. Pourtant, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse l'intègre explicitement, en la reliant à l'accès à des services de santé de qualité, à la prévention des addictions et au soutien psychologique. Un choix lucide, car une jeunesse fragilisée psychiquement est une jeunesse économiquement vulnérable.

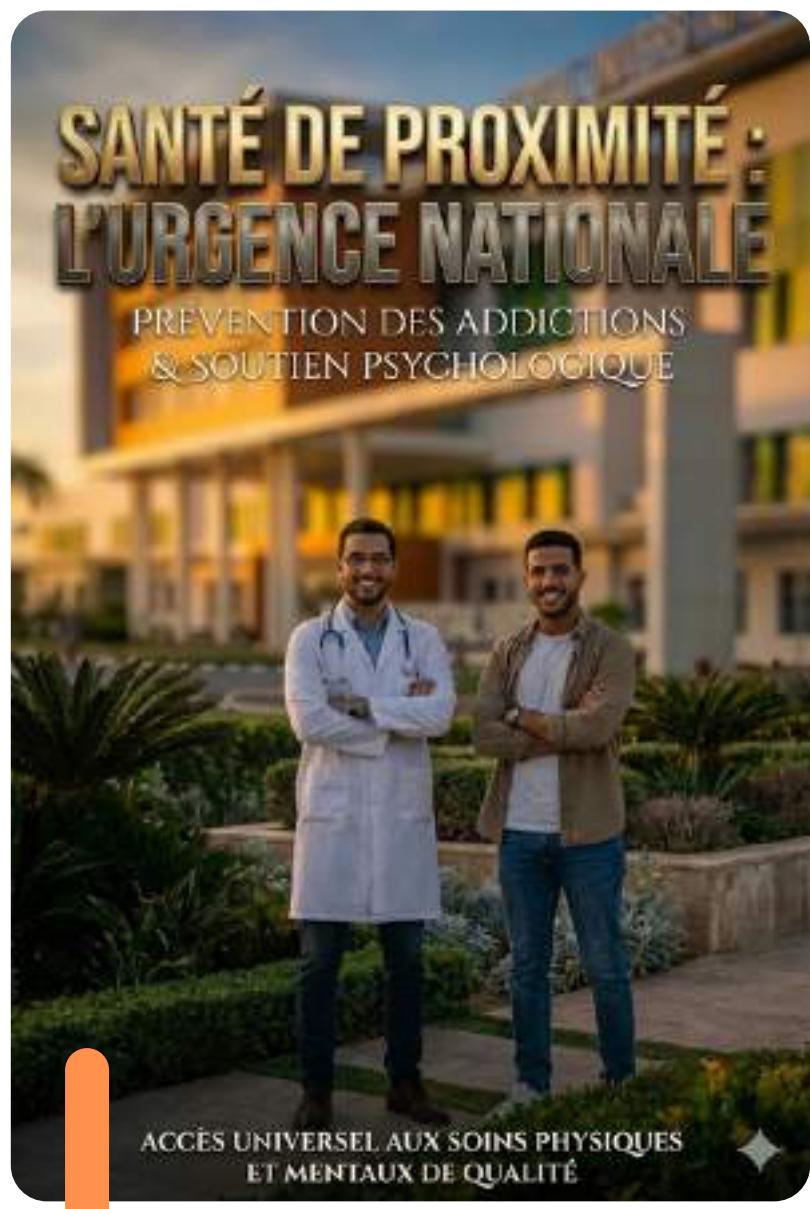
Dans un contexte marqué par le chômage, la précarité, l'incertitude professionnelle et la pression sociale, les troubles anxieux, la dépression et les comportements addictifs progressent chez les jeunes. Ce phénomène n'est pas marginal. Il affecte la capacité à apprendre, à travailler, à entreprendre. Il mine la confiance, altère la prise de décision et freine l'initiative. Autrement dit, il agit directement sur la productivité individuelle et collective.

Du point de vue économique, la mauvaise santé mentale génère des coûts cachés considérables. Absentéisme, décrochage scolaire et universitaire, échecs répétés dans l'insertion professionnelle, conflits au travail : autant de pertes de valeur rarement comptabilisées. À long terme, ces trajectoires fragiles se traduisent par une dépendance accrue à la solidarité familiale ou publique, et par une moindre contribution à la richesse nationale.

Le Maroc, comme beaucoup de pays émergents, a investi dans l'extension de la couverture médicale. C'est un progrès indéniable. Mais l'accès effectif aux soins de santé mentale reste limité, inégalement réparti sur le territoire, et souvent concentré dans les grandes villes.

Pour un jeune en zone rurale ou périphérique, consulter un psychologue ou bénéficier d'un accompagnement psychique relève encore de l'exception.

Cette inégalité territoriale a un impact économique direct. Les jeunes des zones les plus fragiles cumulent les handicaps : éloignement des services, précarité, isolement. Sans soutien, ces vulnérabilités s'installent durablement et réduisent les chances de retour vers une trajectoire productive. La Charte insiste donc à juste titre sur l'accès de proximité, condition essentielle d'efficacité.



Il faut aussi interroger le coût de l'inaction. Prévenir les addictions, accompagner les troubles anxieux dès leur apparition, soutenir les jeunes en situation de décrochage psychologique coûte infiniment moins cher que de réparer des trajectoires brisées. Les expériences internationales montrent qu'un dirham investi dans la prévention en santé mentale permet d'économiser plusieurs dirhams en dépenses sociales, judiciaires ou sanitaires à long terme.

Au-delà de la prise en charge, se pose la question de la normalisation. Tant que la santé mentale restera associée à la faiblesse ou à la honte, les dispositifs resteront sous-utilisés. Or, une économie moderne repose sur des individus capables de gérer le stress, l'incertitude et la complexité. Reconnaître la santé mentale comme une composante de la performance n'est pas un luxe, c'est une condition de compétitivité.

Les entreprises ont également un rôle à jouer. En intégrant le bien-être psychologique dans leurs pratiques, elles réduisent le turnover, améliorent l'engagement et la qualité du travail. Pour une économie qui cherche à monter en gamme, la question n'est pas seulement de créer des emplois, mais de créer des environnements de travail soutenables.

La Charte du 11 Janvier propose un changement de regard subtil mais décisif : considérer la santé mentale non comme une charge sociale, mais comme une infrastructure invisible de l'économie. Sans elle, les investissements en éducation, en formation et en emploi perdent une partie de leur efficacité.

À l'horizon 2040, alors que le Maroc comptera une jeunesse nombreuse et confrontée à des mutations rapides, ignorer cet enjeu reviendrait à fragiliser le socle même du développement. Investir dans la santé mentale des jeunes, c'est investir dans leur capacité à produire, à innover et à tenir dans la durée. Une économie ne peut pas être forte avec une jeunesse épuisée.



SANTÉ MENTALE DES JEUNES: LE MAILLON FAIBLE DE LA COMPÉTITIVITÉ NATIONALE

ENJEU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL MAJEUR

EMPLOI DÉCENT : POURQUOI LA PRÉCARITÉ EST UN MAUVAIS CALCUL ÉCONOMIQUE

ECO BUSINESS

Promouvoir l'accès à un emploi décent et à la dignité économique, notamment dans les zones rurales et périphériques, en soutenant l'entrepreneuriat, les nouvelles formes d'emploi et l'intégration progressive du secteur informel.

Le débat sur l'emploi des jeunes au Maroc se résume trop souvent à une question de chiffres : combien de postes créés, combien de contrats signés, combien de bénéficiaires de tel ou tel programme. Mais cette approche quantitative masque l'essentiel. Un emploi n'est pas automatiquement une solution économique s'il enferme durablement le jeune dans la précarité. En inscrivant explicitement l'objectif de l'emploi décent et de la dignité économique, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse remet la qualité du travail au centre du raisonnement.

L'économie marocaine crée des emplois, mais une part significative reste instable, faiblement rémunérée, sans protection sociale réelle. Pour de nombreux jeunes, notamment dans les zones rurales et périphériques, travailler ne signifie pas forcément sortir de la vulnérabilité. Cette situation n'est pas seulement socialement injuste, elle est économiquement inefficace.

La précarité a un coût. Un jeune qui enchaîne des emplois informels ou temporaires investit peu dans ses compétences, consomme moins, épargne rarement et reste exposé au moindre choc. À l'échelle macroéconomique, cette fragilité généralisée freine la demande intérieure, limite la montée en gamme des entreprises et entretient un cercle de faible productivité.

Le secteur informel, où se concentre une grande partie de l'emploi des jeunes, illustre ce paradoxe. Il offre une capacité d'absorption rapide, mais au prix d'une insécurité permanente. L'enjeu n'est donc pas de le supprimer brutalement, mais de l'intégrer progressivement. La Charte évoque cette transition avec prudence, en appelant à des formes d'intégration adaptées, tenant compte des réalités économiques locales.

Du point de vue de l'État, l'emploi précaire est un mauvais calcul budgétaire. Il réduit l'assiette fiscale, fragilise les régimes de protection sociale et reporte les coûts sur les familles. À long terme,

il augmente les dépenses publiques liées à la santé, à l'assistance et parfois à la sécurité.

Investir dans l'emploi décent, au contraire, permet de stabiliser les parcours et de sécuriser les recettes.

L'entrepreneuriat des jeunes, souvent présenté comme une solution miracle, doit lui aussi être relu à l'aune de la dignité économique. Créer son activité sans protection, sans accompagnement durable et sans accès au financement, revient parfois à déplacer la précarité plutôt qu'à la résoudre. Soutenir l'entrepreneuriat implique donc de structurer des écosystèmes solides, pas seulement de distribuer des aides ponctuelles.

PROMOTION DE L'EMPLOI DÉCENT ET DE LA DIGNITÉ ÉCONOMIQUE



La question est particulièrement sensible dans les territoires ruraux. Là où l'emploi formel est rare, la tentation est grande d'accepter n'importe quelle activité. Pourtant, ces territoires disposent de gisements économiques réels : agriculture à valeur ajoutée, agro-transformation, artisanat structuré, services de proximité. Transformer ces activités en emplois décents suppose des politiques publiques cohérentes, articulant formation, financement et accès au marché.

Il y a également une dimension générationnelle. Une jeunesse qui travaille sans perspective de progression développe un sentiment de stagnation, voire de déclassement. Ce malaise a des répercussions directes sur la cohésion sociale et la confiance dans l'avenir. Une économie ne peut pas durablement prospérer sur une main-d'œuvre démotivée.

La Charte du 11 Janvier propose implicitement un changement de paradigme : passer d'une logique de simple absorption du chômage à une logique de construction de trajectoires professionnelles viables. Cela suppose d'accepter que la qualité de l'emploi est un indicateur de performance économique, au même titre que la croissance ou l'investissement.

À l'horizon du dividende démographique, le Maroc fait face à un choix clair. Soit il continue à tolérer une précarité massive, au risque d'en payer le prix économique et social. Soit il fait de l'emploi décent un pilier de sa stratégie de développement. Dans ce second cas, la jeunesse n'est plus une variable d'ajustement, mais une force productive stabilisée, capable de porter la croissance sur la durée.

ACCÈS À L'EMPLOI ET DIGNITÉ ÉCONOMIQUE

Soutenir l'Entrepreneuriat et les Nouvelles Formes d'Emploi



CULTURE, SPORT, LOISIRS : CES SECTEURS QUE L'ON SUBVENTIONNE AU LIEU DE LES STRUCTURER

“

Faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture, au sport et au tourisme, au Maroc et à l'international, dans une logique d'égalité des chances et de qualité de vie.

”

Lorsqu'on parle de culture, de sport ou de loisirs au Maroc, le réflexe est presque toujours le même : celui de la dépense sociale ou symbolique. Festivals subventionnés, infrastructures sportives sous-utilisées, programmes ponctuels à destination des jeunes. Rarement ces secteurs sont pensés comme de véritables filières économiques capables de créer de l'emploi durable. En les intégrant explicitement dans les droits fondamentaux de la jeunesse, la Charte du 11 Janvier invite à changer radicalement de regard.

Car l'accès aux loisirs, à la culture et au sport ne relève pas uniquement de la qualité de vie. Il touche directement à l'économie du temps libre, un secteur en forte croissance à l'échelle mondiale, et encore largement sous-exploité au Maroc. Pour une jeunesse nombreuse, créative et connectée, ces domaines constituent un réservoir d'activités productives bien plus large qu'on ne le croit.

Aujourd'hui, la plupart des politiques publiques traitent la culture et le sport comme des coûts à contenir, non comme des investissements à rentabiliser. Les financements sont souvent événementiels, peu évalués, et déconnectés de stratégies de long terme. Résultat : des talents émergent, mais peinent à se professionnaliser. Des infrastructures existent, mais fonctionnent en dessous de leur potentiel. Et l'emploi créé reste souvent saisonnier, précaire, voire informel.

Pourtant, les exemples internationaux sont clairs. Les industries culturelles et créatives – musique, cinéma, audiovisuel, jeux vidéo, design, patrimoine, sport-spectacle – génèrent des millions d'emplois, notamment pour les jeunes. Elles combinent créativité, technologie et services, trois atouts que possède déjà la jeunesse marocaine. Ce qui manque, ce n'est pas le talent, mais la structuration économique.



Prenons le sport. Au-delà de la pratique amateur, toute une économie gravite autour : encadrement, événementiel, marketing, maintenance des équipements, tourisme sportif. Faute de reconnaissance et de cadres clairs, beaucoup de ces activités restent informelles. Structurer le secteur permettrait non seulement de créer de l'emploi, mais aussi de professionnaliser des parcours aujourd'hui instables.

La culture suit la même logique. Musiciens, vidéastes, créateurs de contenus, artisans culturels : les jeunes sont nombreux à produire, souvent sans statut, sans protection sociale, sans accès au financement. Résultat : une économie grise qui bénéficie peu à l'État et expose les jeunes à une grande précarité. Formaliser ces activités, c'est reconnaître leur valeur économique et sociale.

L'enjeu est aussi territorial. Chaque région dispose d'un capital culturel, patrimonial ou naturel susceptible de nourrir une économie locale du loisir et du tourisme. Pourtant, les jeunes de ces territoires sont rarement associés à la conception et à la gestion de ces offres. Le tourisme intérieur, en particulier, reste sous-développé alors qu'il pourrait constituer une source d'emplois stable et accessible.

La Charte évoque également l'ouverture à l'international. Faciliter l'accès des jeunes aux échanges culturels, sportifs et touristiques n'est pas un luxe. C'est une manière de renforcer les compétences, d'élargir les réseaux et de positionner le Maroc dans des circuits économiques mondiaux où la créativité et l'expérience comptent autant que la production matérielle.

HORIZONS PARTAGÉS: JEUNESSE & CULTURE SANS FRONTIÈRES



Sur le plan économique, investir dans ces secteurs présente un avantage stratégique : ils sont intensifs en main-d'œuvre jeune, peu délocalisables et porteurs d'image. Ils contribuent à la fois à l'emploi, à l'attractivité du territoire et au rayonnement du pays. À condition d'abandonner une logique de subvention dispersée au profit d'une logique de filière structurée.

La Charte du 11 Janvier suggère ainsi une inflexion majeure : considérer la culture, le sport et les loisirs comme des piliers de l'économie jeunesse, et non comme des annexes. Cela implique des statuts clairs, des formations adaptées, des mécanismes de financement spécifiques et une véritable reconnaissance institutionnelle.

À l'horizon 2040, le Maroc devra absorber une jeunesse nombreuse et exigeante. Négliger l'économie du temps libre serait une erreur stratégique. La structurer, en revanche, permettrait de transformer des passions en métiers, des loisirs en emplois et des subventions en investissements productifs. Une économie moderne ne se limite pas à produire, elle doit aussi savoir créer du sens et de la valeur là où vivent les jeunes.

FORMER À L'INCERTITUDE : LA COMPÉTENCE CLÉ DU XXI^e SIÈCLE

“

Renforcer la capacité d'adaptation et la résilience face aux incertitudes et mutations rapides.

”

Pendant des décennies, le système éducatif et de formation a reposé sur une promesse implicite : acquérir un diplôme, exercer un métier, suivre une trajectoire relativement stable. Cette promesse s'effrite rapidement. Crises sanitaires, mutations technologiques, bouleversements climatiques, recomposition des chaînes de valeur : l'économie contemporaine est devenue fondamentalement incertaine. En affirmant la nécessité de renforcer la capacité d'adaptation et de résilience des jeunes, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse touche à l'une des compétences économiques les plus décisives de notre époque.

Former à l'incertitude ne signifie pas préparer les jeunes à la précarité. Cela signifie leur donner les outils pour naviguer dans des environnements instables, faire face aux ruptures et transformer les chocs en opportunités. Or, cette compétence reste largement absente des parcours éducatifs classiques, encore très centrés sur l'accumulation de savoirs statiques.

Sur le plan économique, la résilience individuelle est devenue un facteur clé de compétitivité collective. Une main-d'œuvre capable de s'adapter rapidement réduit les coûts de transition pour les entreprises, accélère l'adoption des innovations et limite les destructions nettes d'emplois lors des crises. À l'inverse, un marché du travail rigide, peu préparé au changement, amplifie les chocs et ralentit la reprise.

La jeunesse marocaine est directement exposée à ces mutations. L'automatisation, l'intelligence artificielle

et la transition énergétique redessinent les métiers plus vite que les systèmes de formation ne s'ajustent. Dans ce contexte, former uniquement à des compétences techniques sans développer la capacité d'apprentissage continu revient à fabriquer des obsolescences programmées.

La résilience ne se décrète pas, elle se construit. Elle repose sur des compétences transversales : apprendre à apprendre, gérer l'échec, prendre des décisions dans l'incertitude, collaborer dans des environnements changeants. Ces compétences sont aujourd'hui aussi importantes que les savoir-faire techniques, mais restent peu valorisées dans l'évaluation scolaire et professionnelle.



Du point de vue macroéconomique, une jeunesse résiliente agit comme un stabilisateur automatique. Lorsqu'un secteur décline, elle peut se requalifier plus rapidement. Lorsqu'une opportunité émerge, elle est capable de s'en saisir sans attendre une réforme lourde. Cette agilité réduit le coût social des restructurations et augmente la capacité d'innovation de l'économie.

L'enjeu est particulièrement fort pour les jeunes issus des territoires fragiles. Là où les opportunités sont rares et les chocs plus violents, la résilience devient une condition de survie économique. Sans accompagnement, ces jeunes subissent les transformations. Avec les bons outils, ils peuvent en devenir les acteurs, voire les entrepreneurs.

Former à l'incertitude suppose aussi de revoir la relation au risque. Dans beaucoup de parcours, l'échec reste stigmatisé, décourageant l'initiative. Or, dans une économie dynamique, l'échec est souvent un passage obligé. Les pays les plus innovants sont ceux qui ont appris à sécuriser les parcours sans figer les trajectoires.



La Charte du 11 Janvier ouvre ainsi une réflexion essentielle : comment préparer la jeunesse non à un emploi précis, mais à une vie professionnelle faite de transitions ? Cette approche rompt avec une vision linéaire du travail et invite à construire des systèmes plus flexibles, plus inclusifs, plus réactifs.

À l'horizon 2040, la vraie fracture ne se situera pas entre diplômés et non-diplômés, mais entre ceux qui savent s'adapter et ceux qui subissent. Former à l'incertitude, c'est donc investir dans la durabilité économique du pays. Une jeunesse résiliente n'élimine pas les crises, mais elle empêche qu'elles deviennent des catastrophes durables.

ESPRIT CRITIQUE : LA COMPÉTENCE QUE NI L'ÉCOLE NI L'ENTREPRISE N'ENSEIGNENT VRAIMENT

“ Développer l'esprit critique, l'autonomie intellectuelle et la capacité d'analyse de l'information. Encourager l'initiative, l'innovation et la prise de responsabilité. ”

À l'ère de la surinformation, l'esprit critique n'est plus un luxe intellectuel. C'est une compétence économique stratégique. Pourtant, il reste largement marginal dans les parcours éducatifs et professionnels. En appelant au développement de l'autonomie intellectuelle, de la capacité d'analyse de l'information, de l'initiative et de la prise de responsabilité, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse pointe une faiblesse structurelle du modèle de formation marocain.

L'économie contemporaine ne valorise plus seulement l'exécution, mais la décision. Or décider suppose de comprendre, d'évaluer, de douter, de hiérarchiser. Sans esprit critique, le jeune devient dépendant de consignes, vulnérable à la désinformation et peu enclin à l'innovation. À l'échelle collective, cette faiblesse se traduit par des organisations rigides, une faible capacité d'adaptation et une perte de compétitivité.

Le système éducatif a longtemps privilégié la restitution des savoirs sur leur appropriation. Apprendre à répéter plutôt qu'à questionner. Cette approche produit des profils disciplinés, mais rarement audacieux. Sur le marché du travail, elle se traduit par une difficulté à prendre des initiatives, à proposer des solutions nouvelles ou à remettre en cause des processus inefficaces.

Du point de vue économique, le coût est double. D'une part, les entreprises investissent dans des formations complémentaires pour combler ce déficit. D'autre part,

ESPRIT CRITIQUE : L'INITIATIVE LIMITÉE

COÛT ÉLEVÉ POUR L'AVENIR.
Système éducatif en question.

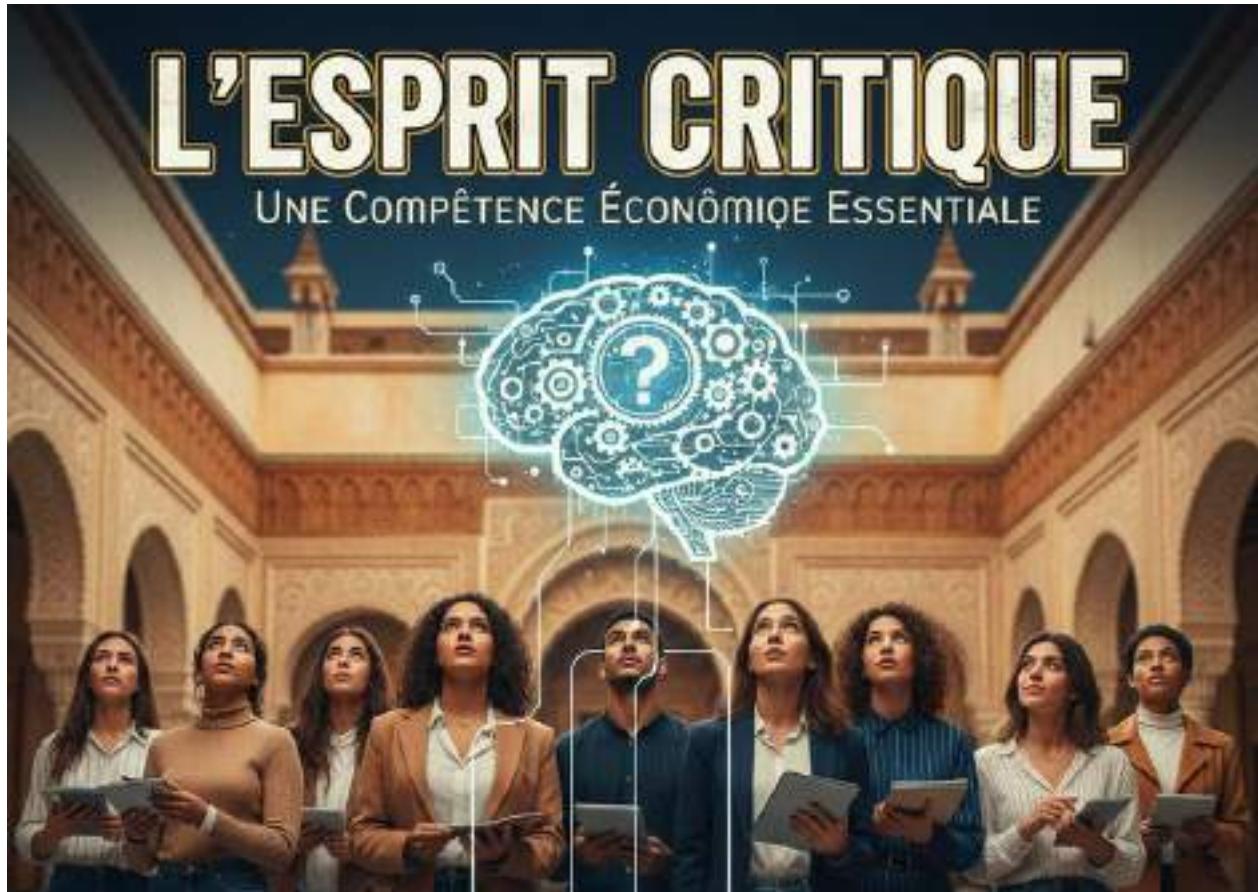
MAROC. UNE COMPÉTENCE ÉCONOMIQUE ESSENTIELLE.

de nombreuses opportunités d'innovation restent inexploitées faute de capacité critique au sein des équipes. L'esprit critique devient alors un facteur différenciant, réservé à une minorité ayant bénéficié d'un environnement favorable.

La jeunesse marocaine évolue pourtant dans un univers saturé d'informations : réseaux sociaux, contenus numériques, discours contradictoires. Sans outils d'analyse, cette abondance devient un piège. La désinformation influence les choix éducatifs, professionnels et parfois économiques, alimentant des attentes irréalistes ou des désillusions rapides.

Développer l'esprit critique, ce n'est pas encourager la contestation permanente. C'est former des individus capables de comprendre les règles du jeu, d'en mesurer les limites et d'agir de manière responsable. Dans une économie de plus en plus complexe, cette compétence conditionne la qualité des décisions à tous les niveaux : entreprise, administration, entrepreneuriat.

L'initiative et l'innovation, souvent invoquées dans les discours, reposent sur cette base. On ne prend pas d'initiative sans confiance dans sa capacité de jugement. On n'innove pas sans remettre en question l'existant. Or, tant que l'erreur sera sanctionnée plus que l'inaction, l'esprit critique restera bridé.



La Charte du 11 Janvier invite implicitement à un changement culturel profond : passer d'un modèle de conformité à un modèle de responsabilité. Cela implique de revoir les méthodes pédagogiques, les modes d'évaluation et les pratiques managériales. Former des jeunes capables de penser par eux-mêmes, c'est accepter qu'ils pensent parfois différemment.

Sur le plan macroéconomique, une société dotée d'un fort esprit critique est plus résiliente face aux crises, moins sensible aux bulles spéculatives et plus apte à débattre rationnellement des choix collectifs. C'est un facteur de stabilité autant que de dynamisme.

À l'horizon 2040, l'économie marocaine devra gérer des choix complexes : transition énergétique, transformation numérique, positionnement international. Ces choix ne pourront être portés durablement que par des citoyens et des professionnels capables d'analyse et de discernement. Développer l'esprit critique chez les jeunes, ce n'est pas seulement former de meilleurs travailleurs. C'est préparer une économie capable de se gouverner lucidement.

CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE : SANS DROITS, PAS D'ÉCONOMIE DIGITALE VIABLE

Renforcer la capacité d'adaptation et la résilience face aux incertitudes et mutations rapides.

Le numérique est souvent présenté comme une opportunité naturelle pour la jeunesse marocaine. Start-up, freelancing, création de contenus, intelligence artificielle : l'imaginaire collectif associe spontanément les jeunes à cette nouvelle économie. Mais derrière cette promesse se cache une réalité plus fragile. Sans droits clairs, sans cadre éthique et sans protection effective, l'économie digitale repose sur des bases instables. En affirmant la citoyenneté numérique comme un droit fondamental, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse aborde un enjeu économique aussi stratégique que sous-estimé.

La citoyenneté numérique ne se limite pas à l'accès à Internet ou aux outils technologiques. Elle concerne la maîtrise des données personnelles, la protection de la vie privée, la sécurité en ligne, mais aussi la compréhension des règles qui gouvernent les plateformes, les algorithmes et l'intelligence artificielle. Autrement dit, elle conditionne la capacité des jeunes à participer pleinement et équitablement à l'économie numérique.

Du point de vue économique, l'absence de droits numériques clairs fragilise toute la chaîne de valeur. Les jeunes freelances, créateurs ou travailleurs des plateformes évoluent souvent sans statut précis, exposés à l'arbitraire algorithmique, aux abus contractuels et à une forte volatilité des revenus. Cette précarité numérique limite l'investissement dans les compétences, décourage la spécialisation et freine la montée en gamme de l'offre marocaine.

À l'échelle macroéconomique, un écosystème digital non régulé inspire peu de confiance. Les investisseurs, les entreprises internationales et même les talents hésitent à s'engager durablement dans un environnement où la protection des données, la cybersécurité et l'éthique de l'IA sont floues. La compétitivité numérique d'un pays repose autant sur ses infrastructures que sur la solidité de son cadre de droits.

CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE : LEVIER ÉCONOMIQUE STRATÉGIQUE

DROITS, PROTECTION, ÉTHIQUE.
POUR UNE PARTICIPATION ÉQUITABLE ET SÉCURISÉE.



LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ DE L'ODJ
MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRE & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC

La jeunesse marocaine est pourtant déjà au cœur de cette économie. Elle produit des contenus, développe des applications, gère des communautés, alimente des plateformes mondiales. Mais cette participation se fait souvent sans pouvoir réel. Les règles sont fixées ailleurs, les données exploitées ailleurs, la valeur captée ailleurs. Sans citoyenneté numérique, le risque est de transformer une génération connectée en simple réservoir de main-d'œuvre digitale à bas coût.

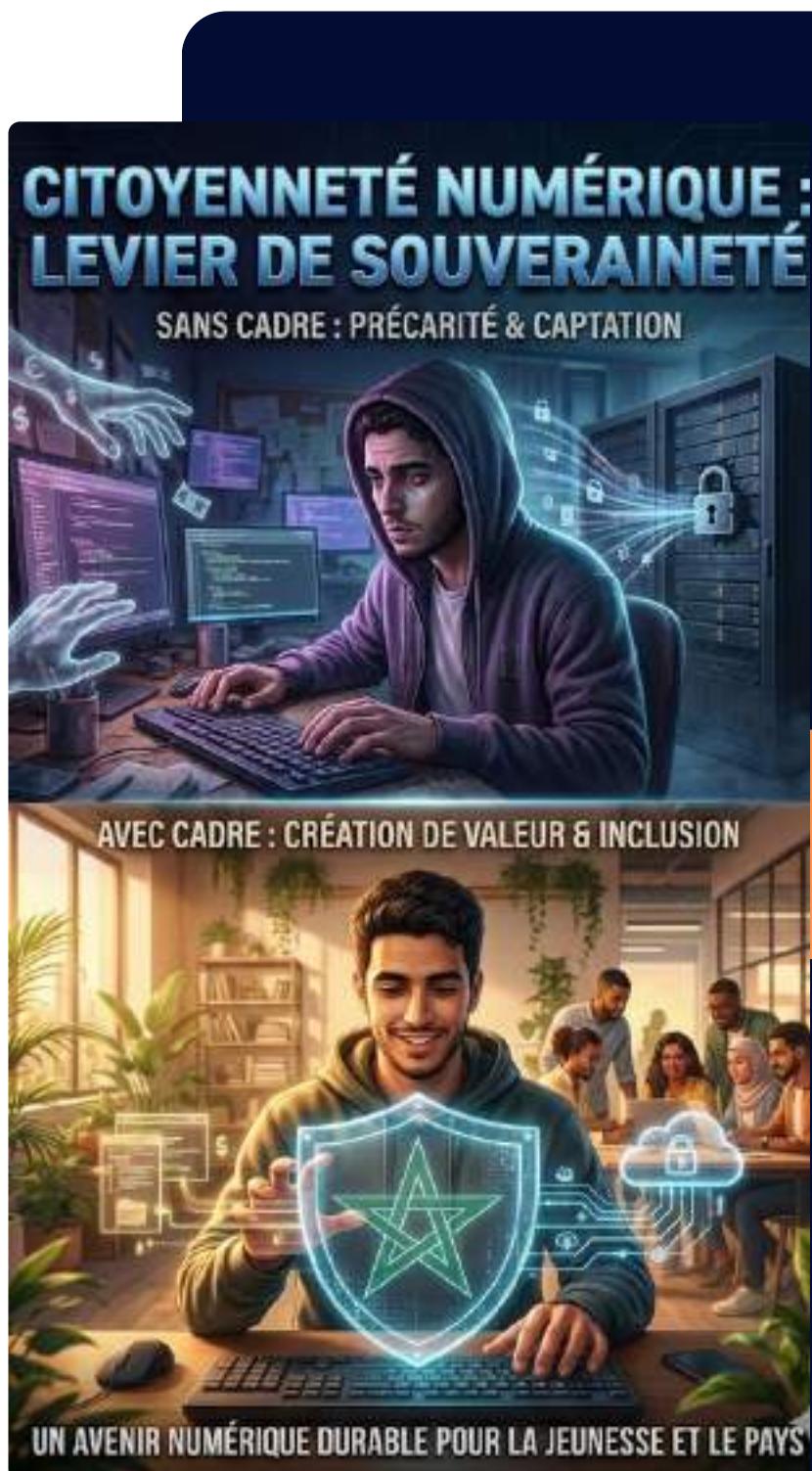
La Charte insiste sur un environnement sûr, éthique et inclusif, respectueux de la vie privée et des règles de l'intelligence artificielle. Ce point est crucial. L'IA redéfinit les métiers, automatise des tâches, influence les décisions. Sans cadre clair, elle peut accentuer les inégalités, reproduire des biais et fragiliser les parcours professionnels des jeunes. Avec des règles adaptées, elle devient au contraire un levier de productivité et d'innovation.

Il y a aussi un enjeu de souveraineté économique. Les données sont aujourd'hui une ressource stratégique. Former des jeunes conscients de leurs droits numériques, capables de protéger et de valoriser leurs données, c'est renforcer la capacité du pays à négocier sa place dans l'économie mondiale. À l'inverse, une jeunesse désinformée devient vulnérable à l'exploitation et à la dépendance technologique.

Sur le plan social, la citoyenneté numérique contribue à réduire les fractures. Un accès équitable aux droits en ligne limite les abus, protège les plus vulnérables et favorise une participation plus équilibrée des femmes et des jeunes issus des territoires éloignés. L'inclusion numérique n'est donc pas seulement une question d'accès, mais de pouvoir.

La Charte du 11 Janvier esquisse ainsi une vision exigeante : faire du numérique un espace de droits avant d'en faire un espace de profit. Cette approche peut sembler contraignante à court terme, mais elle est économiquement rationnelle. Les économies digitales les plus solides sont celles qui ont su bâtir la confiance, condition indispensable de la création de valeur durable.

À l'horizon 2040, le numérique sera omniprésent dans l'économie marocaine. La question n'est plus de savoir si les jeunes y participeront, mais dans quelles conditions. Sans citoyenneté numérique, l'économie digitale restera fragile et inégalitaire. Avec elle, la jeunesse peut devenir non seulement consommatrice, mais coproductrice de valeur et de souveraineté.



By Lodj

راديو لوج RADIO Lodj مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA



JEUNESSE MAROCAINE ET MONDE : PARTIR POUR RÉUSSIR OU PARTIR POUR REVENIR ?

“

Garantir les droits liés à la citoyenneté numérique, dans un environnement sûr, éthique et inclusif, respectueux de la vie privée et des règles de l'intelligence artificielle.

”

La mobilité internationale des jeunes Marocains alimente depuis des années un débat passionné, souvent caricatural. D'un côté, la "fuite des cerveaux", perçue comme une perte sèche pour le pays. De l'autre, la réussite à l'étranger, vécue comme une revanche individuelle. En inscrivant l'ouverture sur les dynamiques mondiales tout en réaffirmant l'ancrage national, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse propose de sortir de cette opposition stérile et de poser la question là où elle est réellement : celle de la valeur économique des trajectoires internationales.

Dans une économie mondialisée, la mobilité n'est plus une anomalie, mais une norme. Les jeunes circulent, se forment, travaillent, créent des réseaux au-delà des frontières. Le problème n'est donc pas que les jeunes partent, mais que le pays ne sache pas toujours transformer ces départs en atouts économiques durables.

Du point de vue strictement économique, la fuite des cerveaux n'est problématique que lorsqu'elle est définitive et non compensée. Lorsqu'un jeune qualifié quitte le pays sans lien avec son économie d'origine, l'investissement éducatif consenti par la collectivité ne produit pas de retour. En revanche, lorsque cette mobilité s'inscrit dans une logique de circulation des compétences, elle peut générer des bénéfices multiples : transferts de savoir-faire, investissements, ouverture de marchés, innovation.

La diaspora marocaine illustre ce potentiel encore largement sous-exploité. Présente dans des secteurs stratégiques — ingénierie, santé, finance, numérique, recherche — elle constitue un réseau économique mondial informel, mais puissant. Pourtant, les mécanismes permettant de connecter durablement ces compétences à l'économie nationale restent fragmentés, souvent symboliques.

Pour la jeunesse, la question est aussi celle des opportunités. Beaucoup partent faute de perspectives claires sur place, non par rejet du pays, mais par besoin de progression professionnelle. Ce départ contraint est coûteux socialement et économiquement. Il prive le pays de talents à un moment où il en a besoin, tout en exposant les jeunes à des parcours parfois précaires à l'étranger.

La Charte invite implicitement à repenser cette dynamique. Faciliter la mobilité internationale ne signifie pas encourager l'exode, mais organiser la réversibilité. Stages, doubles diplômes, missions temporaires, retours accompagnés : autant de dispositifs capables de transformer une expérience extérieure en valeur ajoutée nationale. L'enjeu est de passer d'une logique de perte à une logique de cycle.



Sur le plan macroéconomique, les pays qui réussissent cette articulation sont ceux qui considèrent leur diaspora comme un acteur économique à part entière. Ils facilitent l'investissement des expatriés, reconnaissent leurs compétences, fluidifient les allers-retours administratifs et valorisent les trajectoires hybrides. À l'inverse, les pays qui enferment la mobilité dans une lecture affective ou morale passent à côté de son potentiel.

Il y a aussi une dimension symbolique forte. Une jeunesse qui peut partir sans rompre, revenir sans être pénalisée, et circuler sans être soupçonnée, développe une relation plus saine avec son pays. Cette confiance se traduit souvent par un engagement économique plus fort : création d'entreprises, mentorat, participation à des projets structurants.

DIASPORA & STRATÉGIE ÉCONOMIQUE 2040

INVESTISSEMENT, INNOVATION, DÉVELOPPEMENT



La mondialisation n'efface pas les nations, elle les met en concurrence par leurs talents. Dans ce contexte, l'ancrage national ne se décrète pas, il se rend désirable. Offrir des perspectives de retour, reconnaître les compétences acquises à l'étranger et intégrer les jeunes mobiles dans les stratégies économiques nationales est un choix rationnel, non idéologique.



À l'horizon 2040, la question ne sera plus de savoir si les jeunes marocains partiront, mais comment le Maroc saura tirer parti de leurs trajectoires globales. Partir pour réussir n'est pas une trahison. Revenir pour contribuer ne doit pas être un parcours du combattant. Entre les deux, il existe une voie stratégique : celle d'une jeunesse mobile, connectée et économiquement engagée au service du développement national.

FAIRE DE L'ANCRAGE NATIONAL UN CHOIX ATTRACTIF

ÉCOLOGIE : QUAND LA JEUNESSE PORTE L'ÉCONOMIE VERTE À BOUT DE BRAS

ECO BUSINESS

Concilier l'ancrage national avec l'ouverture sur les dynamiques mondiales, dans le respect des valeurs universelles.

La transition environnementale est souvent présentée comme une contrainte, un coût supplémentaire imposé aux économies déjà fragiles. Pour une grande partie de la jeunesse marocaine, elle est pourtant vécue autrement : comme un espace d'engagement, d'innovation et parfois de survie économique. En faisant de la durabilité environnementale un engagement quotidien porté par les jeunes, la Charte du 11 Janvier reconnaît une réalité de terrain : la jeunesse est déjà en première ligne de l'économie verte, mais sans toujours en récolter les fruits.

Le Maroc s'est positionné depuis plusieurs années comme un acteur engagé dans la transition énergétique et climatique. Énergies renouvelables, gestion de l'eau, agriculture durable, économie circulaire : les chantiers sont nombreux. Mais entre les stratégies nationales et la réalité des jeunes, un décalage persiste. Beaucoup s'engagent dans des projets écologiques sans cadre économique clair, souvent dans une logique militante plus que professionnelle.

Du point de vue économique, cette situation est paradoxale. Les secteurs verts sont parmi les plus prometteurs en termes de création d'emplois pour les jeunes. Ils sont intensifs en main-d'œuvre, ancrés territorialement et porteurs de valeur ajoutée locale. Pourtant, faute de structuration, une grande partie de ces activités reste marginale, précaire ou dépendante de financements ponctuels.

Prenons l'exemple de l'agriculture durable. De nombreux jeunes s'y engagent, attirés par des modèles plus respectueux de l'environnement et du consommateur. Mais sans accès au foncier, au financement et aux marchés, ces initiatives peinent

à atteindre une taille économiquement viable. Résultat : l'écologie devient un luxe réservé à ceux qui peuvent se permettre l'instabilité.

L'économie circulaire suit la même logique. Recyclage, réparation, valorisation des déchets, éco-construction : autant de niches où les jeunes sont présents. Mais l'absence de cadres réglementaires clairs et de débouchés structurés freine la professionnalisation. Là encore, le potentiel est réel, mais la chaîne de valeur reste incomplète.



La Charte du 11 Janvier suggère une autre approche : faire de l'engagement environnemental un véritable parcours économique. Cela implique de reconnaître les compétences vertes, de les certifier, de les financer et de les intégrer dans les politiques de développement territorial. L'écologie ne peut pas rester cantonnée au bénévolat ou à l'expérimentation permanente.

Sur le plan macroéconomique, investir dans l'économie verte portée par les jeunes présente plusieurs avantages. Cela réduit la dépendance énergétique, améliore la résilience face aux chocs climatiques et crée des emplois non délocalisables. C'est aussi un levier d'attractivité internationale, dans un contexte où les critères environnementaux pèsent de plus en plus dans les décisions d'investissement.

Il y a également une dimension sociale forte. Les projets environnementaux sont souvent collectifs, ancrés dans les territoires et porteurs de sens. Ils favorisent l'inclusion des jeunes des zones rurales et périphériques, souvent éloignés des circuits économiques classiques. Structurer ces initiatives, c'est donc aussi lutter contre les inégalités territoriales.

La jeunesse marocaine ne manque ni d'idées ni d'engagement. Ce qui lui manque, c'est un écosystème qui transforme cet engagement en emplois durables. La Charte du 11 Janvier pose les bases de cette transformation en affirmant que la durabilité doit être un engagement quotidien, mais aussi économiquement viable.

ULTRA-HIGH REALISTIC 8K RÉSOLUTION

HORIZON 2040: JEUNESSE & TRANSITION

L'ENGAGEMENT ÉCONOMIQUE POUR UN AVENIR DURABLE

À l'horizon 2040, la transition écologique ne sera plus une option. Elle structurera l'économie, l'emploi et les modes de vie. La question est simple : la jeunesse marocaine sera-t-elle cantonnée au rôle de militante, ou deviendra-t-elle l'architecte économique de cette transition ? En reconnaissant l'économie verte comme un espace d'opportunités réelles, le pays peut faire d'une contrainte globale un moteur de développement inclusif et durable.

RECONNAISSANCE
DES COMPÉTENCES



PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES : LE CHAÎNON MANQUANT DE L'EFFICACITÉ PUBLIQUE

ECO BUSINESS

Faire de la durabilité environnementale un engagement quotidien porté par la jeunesse, à travers des projets verts et responsables.

La participation politique des jeunes est souvent abordée sous l'angle de la citoyenneté ou du civisme. On déplore l'abstention, on appelle à l'engagement, on s'inquiète du désintérêt apparent. Mais rarement la question est posée en termes d'efficacité économique. Or, en liant explicitement la participation des jeunes à la consolidation de la démocratie représentative, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse rappelle une évidence trop souvent oubliée : une démocratie qui exclut durablement sa jeunesse prend de mauvaises décisions, et les paie cher.

Les politiques publiques sont d'abord des choix d'allocation de ressources. Où investir, qui soutenir, quelles priorités fixer. Lorsque les jeunes sont absents des espaces de décision, leurs réalités sont mal comprises, voire ignorées. Cela conduit à des programmes mal calibrés, à des dispositifs coûteux et inefficaces, et à une perte de confiance généralisée dans l'action publique.

Du point de vue économique, cette déconnexion a un coût direct. Les politiques d'emploi, de formation ou de logement qui ne prennent pas en compte les trajectoires réelles des jeunes produisent des effets limités, voire contre-productifs. Les budgets sont consommés, mais les résultats restent faibles. La faible participation devient alors un facteur de gaspillage public.

La jeunesse marocaine n'est pas apolitique. Elle est souvent critique, méfiante, parfois désabusée. Cette distance vis-à-vis des institutions ne traduit pas un rejet de la chose publique, mais une perception d'inefficacité et de fermeture.



Beaucoup de jeunes estiment que leur voix ne pèse pas, que les décisions sont prises ailleurs, selon des logiques qui leur échappent.

Pourtant, intégrer les jeunes dans les processus décisionnels améliore la qualité des politiques publiques. Leur proximité avec les usages, les technologies et les mutations sociales permet d'anticiper des besoins que les structures traditionnelles peinent à percevoir. Dans de nombreux pays, l'introduction de mécanismes favorisant la participation des jeunes a conduit à des politiques plus agiles et mieux ciblées.

Il ne s'agit pas seulement d'augmenter le nombre de jeunes candidats ou élus, mais de créer des conditions réelles d'influence. Conseils consultatifs sans pouvoir, consultations symboliques, participation de façade : ces dispositifs nourrissent davantage la frustration que l'engagement. La participation n'a de sens économique que si elle a un impact sur la décision finale.

La Charte du 11 Janvier invite à consolider la démocratie représentative en l'ouvrant davantage à la jeunesse. Cela implique de revoir les règles d'accès, de favoriser le renouvellement des pratiques et de reconnaître la légitimité des parcours non traditionnels. Une économie dynamique repose sur des institutions capables d'évoluer avec leur société.

Sur le plan macroéconomique, une participation politique élargie renforce la stabilité. Les jeunes qui se sentent représentés acceptent plus facilement les réformes, même difficiles, lorsqu'elles sont perçues comme justes et nécessaires. À l'inverse, l'exclusion politique alimente la contestation diffuse, l'informalité et parfois la radicalisation, autant de facteurs d'instabilité économique.

Il existe enfin un enjeu de temporalité. Les décisions prises aujourd'hui engagent l'avenir sur plusieurs décennies. Exclure les jeunes de ces choix revient à priver les politiques publiques d'une vision de long terme. Or, les défis auxquels le Maroc fait face — transition énergétique, emploi, dette sociale — nécessitent précisément cette projection.

La participation politique des jeunes n'est donc pas un supplément d'âme démocratique. C'est un investissement dans l'efficacité de l'action publique. En la plaçant au cœur de son engagement, la Charte du 11 Janvier affirme que la jeunesse n'est pas seulement un public à consulter, mais un partenaire à associer. Sans elle, les politiques coûtent plus cher et rapportent moins.

LA PARTICIPATION POLITIQUE RÉELLE DES JEUNES

N'est pas symbolique : elle est indispensable pour prendre de meilleures décisions, assurer la stabilité et rendre les politiques publiques plus efficaces et durables.



LIBERTÉS PUBLIQUES : UN COÛT QUAND ELLES MANQUENT, UN GAIN QUAND ELLES EXISTENT

“

Concilier l'ancrage national avec l'ouverture sur les dynamiques mondiales, dans le respect des valeurs universelles.

”

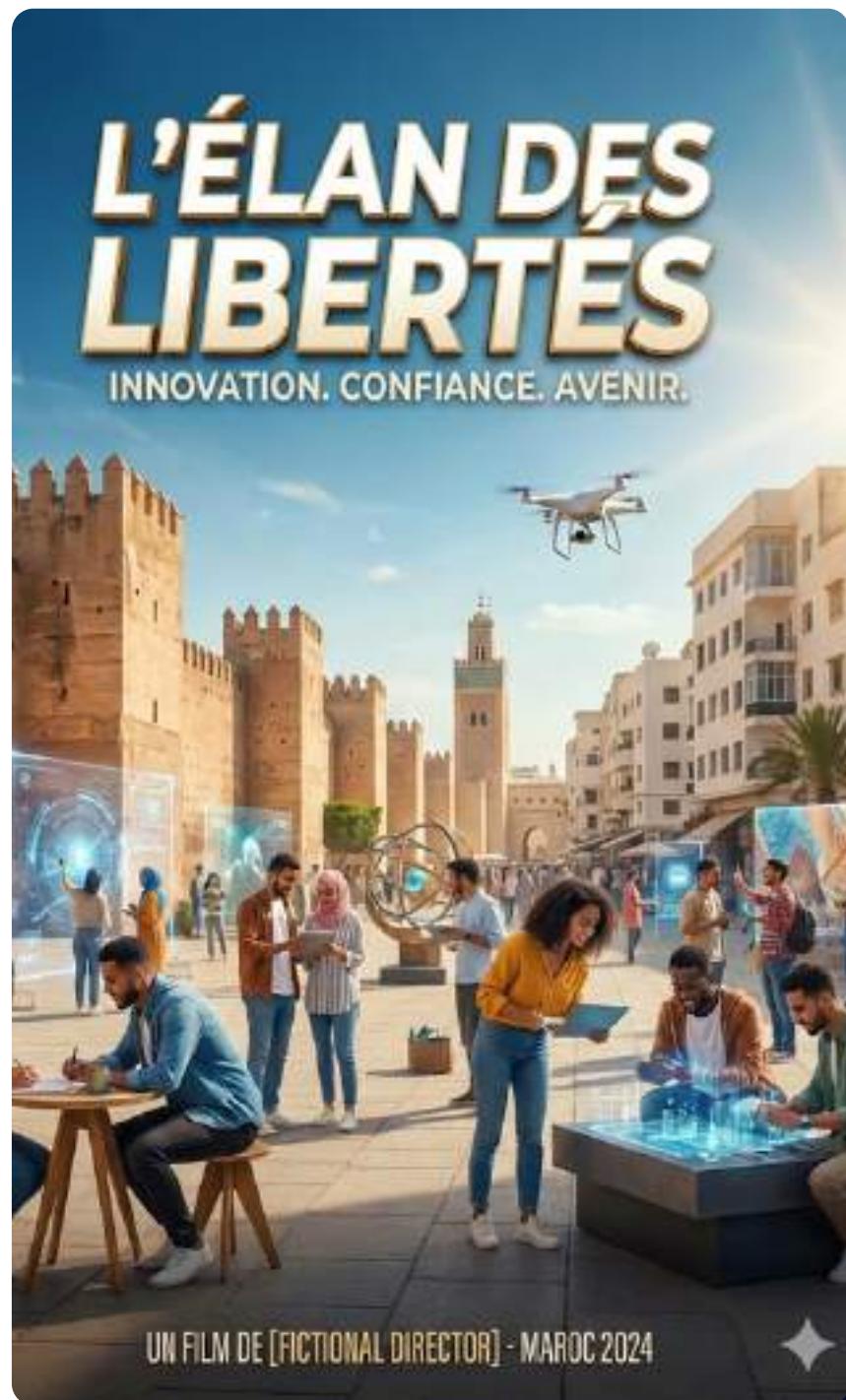
Les libertés publiques sont souvent abordées sous l'angle juridique ou moral. Liberté d'expression, droit de manifester pacifiquement, pluralisme des opinions : ces principes sont perçus comme des garanties démocratiques, rarement comme des leviers économiques. Pourtant, en appelant à une interprétation démocratique des libertés publiques, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse met en lumière un lien essentiel : là où les libertés sont fragiles, l'économie l'est aussi.

Du point de vue économique, l'absence de libertés publiques crée un climat d'incertitude. Les jeunes hésitent à s'exprimer, à entreprendre, à innover, de peur de sanctions ou de stigmatisation. Cette autocensure diffuse freine la créativité, réduit la prise d'initiative et appauvrit le débat public. Or, une économie moderne repose précisément sur la circulation des idées, la confrontation des points de vue et la capacité à remettre en question l'existant.

À l'inverse, les sociétés qui garantissent la liberté d'expression bénéficient d'un avantage compétitif invisible mais décisif. Les idées circulent plus vite, les erreurs sont signalées plus tôt, les innovations émergent plus facilement. Pour les jeunes, cet environnement est déterminant. Il conditionne leur capacité à créer des projets, à investir dans des parcours risqués et à s'engager dans des secteurs nouveaux.

Les libertés publiques jouent également un rôle clé dans l'attractivité économique. Investisseurs, entrepreneurs et talents privilégiennent les environnements où la règle du jeu est lisible, où la critique est possible et où les conflits se règlent pacifiquement. Une jeunesse qui peut s'exprimer librement est un signal de stabilité et de maturité institutionnelle, apprécié bien au-delà des frontières.

Du point de vue des politiques publiques, restreindre l'expression peut sembler, à court terme, un moyen de contenir les tensions. Mais ce choix a un coût différé. Les frustrations non exprimées se transforment en désengagement, en informel ou en contestation latente. L'économie en pâtit : baisse de la confiance, recul de l'investissement, fuite des talents. Le silence n'est jamais neutre économiquement.

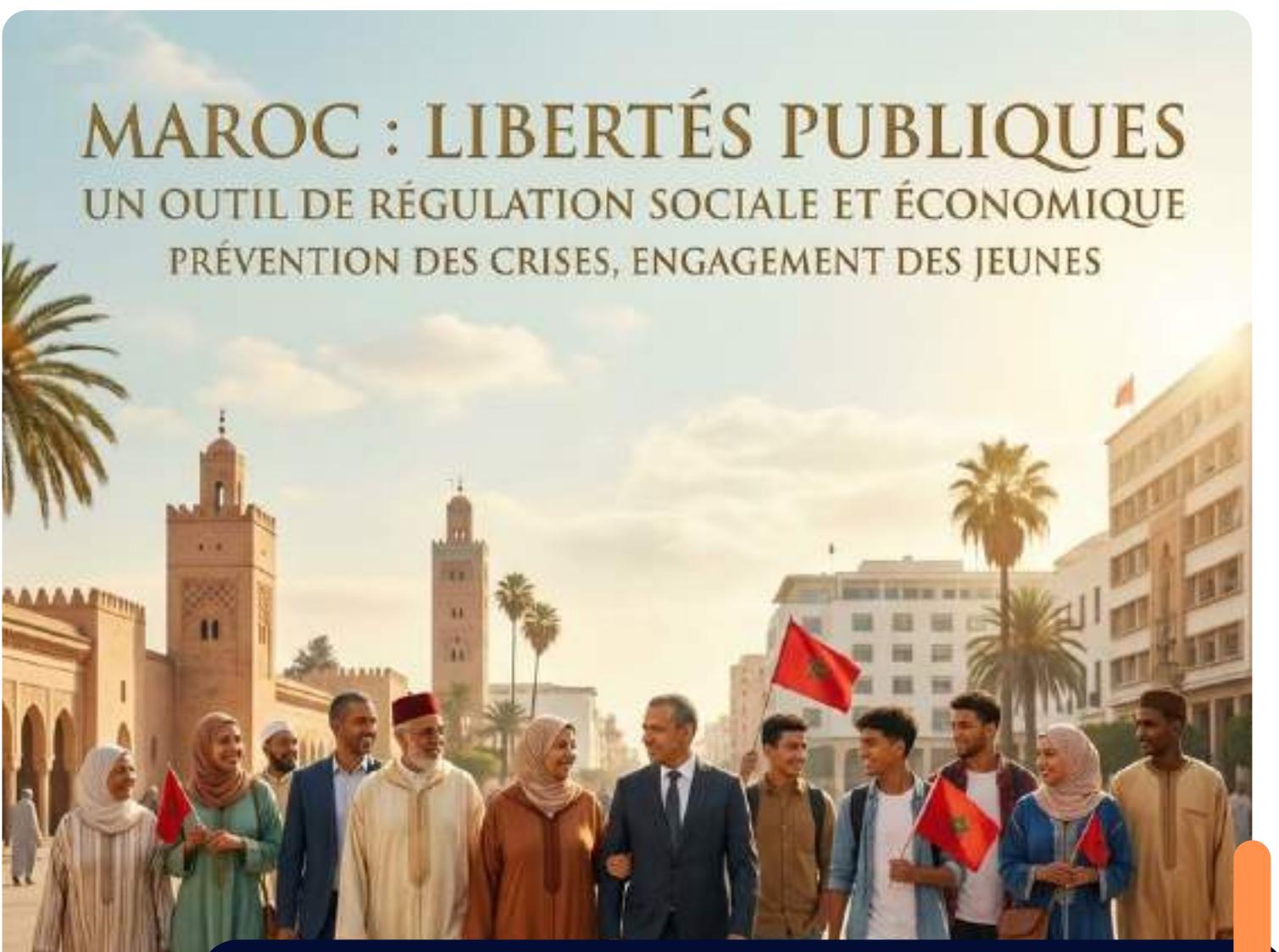


La Charte du 11 Janvier insiste sur la liberté de manifestation pacifique. Là encore, l'enjeu dépasse le symbole. La capacité à protester sans violence est un mécanisme de régulation sociale. Elle permet d'alerter sur les dysfonctionnements avant qu'ils ne deviennent des crises majeures. D'un point de vue économique, c'est un outil de prévention bien plus efficace — et moins coûteux — que la gestion des conflits ouverts.

Pour la jeunesse marocaine, la question des libertés publiques est intimement liée à celle de la dignité. Être entendu, pouvoir exprimer ses attentes, critiquer sans être disqualifié : ces éléments influencent directement la relation au travail, à l'Etat et à l'avenir. Une jeunesse qui se sent respectée est plus encline à s'investir, à accepter les compromis et à participer à l'effort collectif.

Il existe également un lien étroit entre libertés publiques et innovation sociale. Beaucoup de solutions aux problèmes économiques émergent en dehors des cadres institutionnels classiques : associations, collectifs, initiatives citoyennes. Sans espace de liberté, ces dynamiques s'éteignent ou restent marginales. Avec un cadre démocratique clair, elles deviennent des laboratoires d'idées à faible coût pour la collectivité.

MAROC : LIBERTÉS PUBLIQUES UN OUTIL DE RÉGULATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE PRÉVENTION DES CRISES, ENGAGEMENT DES JEUNES



La Charte ne plaide pas pour une liberté sans règles. Elle appelle à une interprétation démocratique, c'est-à-dire équilibrée, respectueuse de l'ordre public et des droits de chacun. Cet équilibre est précisément ce qui permet de concilier stabilité et dynamisme économique.

À l'horizon 2040, le Maroc devra faire face à des choix complexes et parfois impopulaires. Sans libertés publiques effectives, ces choix seront perçus comme imposés, et donc contestés. Avec elles, ils peuvent être débattus, compris et appropriés. Les libertés ne sont pas un coût pour l'économie. Leur absence, en revanche, se paie toujours, tôt ou tard.

RENOUVELER LES ÉLITES : URGENCE POLITIQUE OU NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE ?

“

Faire de la durabilité environnementale un engagement quotidien porté par la jeunesse, à travers des projets verts et responsables.

”

Le renouvellement des élites est souvent présenté comme une revendication générationnelle, parfois réduite à un conflit d'âges ou à une question de symboles. En réalité, il s'agit d'un enjeu profondément économique. En appelant à l'autonomisation politique des jeunes et à leur accès aux responsabilités électives, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse pose une question simple mais dérangeante : peut-on piloter une économie en mutation rapide avec des élites qui ne se renouvellent pas ?

Les décisions publiques structurent l'économie : investissement, fiscalité, éducation, emploi, innovation. Lorsqu'elles sont prises par des cercles fermés, peu connectés aux transformations sociales, elles tendent à reproduire des schémas dépassés. Ce décalage n'est pas idéologique, il est opérationnel. Une élite qui ne se renouvelle pas finit par mal lire son époque.

Du point de vue économique, le coût est tangible. Des politiques publiques conçues sans intégrer les usages numériques, les nouvelles formes de travail ou les attentes de la jeunesse produisent des dispositifs rigides, peu efficaces et rapidement obsolètes. L'innovation institutionnelle devient plus lente que l'innovation sociale, créant un retard structurel.

La jeunesse marocaine est pourtant confrontée au quotidien à ces mutations. Plateformes numériques, économie informelle hybride, entrepreneuriat contraint, mobilité internationale : elle vit dans un monde que beaucoup de décideurs n'ont connu que tardivement, voire pas du tout. L'exclure durablement des responsabilités, c'est se priver d'une lecture fine de la réalité économique.

Le renouvellement des élites ne signifie pas évincer l'expérience. Il s'agit de créer des espaces de cohabitation entre générations, où l'expertise accumulée rencontre la compréhension des nouveaux usages. Les économies les plus performantes sont celles qui organisent cette transmission, plutôt que de figer les positions de pouvoir.

LE RENOUVELLEMENT DES ÉLITES UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE



**EXCLURE LES JEUNES CONDUIT À DES DÉCISIONS DÉCONNECTÉES.
ASSOCIER EXPÉRIENCE ET NOUVELLES GÉNÉRATIONS.**

LODj

沿途 JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

Sur le plan politique, l'accès des jeunes aux responsabilités électives reste limité par des barrières formelles et informelles : modes de sélection internes, coûts de campagne, réseaux fermés. Cette situation alimente un sentiment de verrouillage, perçu comme une injustice structurelle. À terme, ce ressentiment se traduit par un désengagement civique et économique.

D'un point de vue macroéconomique, l'absence de renouvellement affaiblit la capacité d'anticipation. Les politiques publiques se contentent de gérer l'existant, sans préparer les ruptures à venir. Or, dans un contexte de transition démographique et technologique, l'anticipation est un facteur clé de stabilité et de croissance.

La Charte du 11 Janvier propose implicitement un changement de culture : considérer l'accès des jeunes aux responsabilités non comme une concession, mais comme un investissement. Former des jeunes à la décision publique, les intégrer progressivement aux cercles de pouvoir, c'est préparer une gouvernance plus agile et plus crédible.

Il existe également un enjeu de confiance. Une jeunesse qui se reconnaît dans ses représentants est plus encline à accepter les réformes, même lorsqu'elles impliquent des efforts. À l'inverse, un système perçu comme fermé nourrit la défiance, l'informalité et parfois la radicalité, autant de risques pour la stabilité économique.

À l'horizon 2040, le Maroc devra gérer des transformations majeures. Sans renouvellement des élites, ces défis seront abordés avec des outils du passé. Avec une jeunesse responsabilisée et associée, ils peuvent devenir des opportunités. Le renouvellement n'est pas un slogan. C'est une condition de survie économique dans un monde qui ne ralentit pas.

HORIZON 2040
= L'AVENIR DU MAROC ENTRE LEURS MAINS

L'EXCLUSION DES JEUNES AFFAIBLIT L'ANTICIPATION,
NOURRIT LA DÉFIANCE ET FREINE L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE.

2040

INVESTISSEMENT. GOUVERNANCE. CONFIANCE. MAROC.

LODj



By Lad

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...**

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE : LA MÉTHODE LA MOINS CHÈRE POUR MIEUX GOUVERNER

ECO BUSINESS

Consolider la démocratie représentative et renforcer la participation politique des jeunes.

La démocratie participative est souvent perçue comme un supplément démocratique, une couche de consultation ajoutée à un système déjà complexe. Dans les faits, elle est l'un des outils de gouvernance les plus rationnels sur le plan économique. En appelant à renforcer les mécanismes de concertation, de transparence et d'accès à l'information publique, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse défend une idée simple : mieux écouter coûte moins cher que réparer.

Les politiques publiques échouent rarement par manque d'intention. Elles échouent le plus souvent par mauvaise compréhension des besoins réels. Programmes mal ciblés, infrastructures sous-utilisées, dispositifs détournés de leur objectif initial : ces dysfonctionnements ont un point commun, l'absence de dialogue en amont avec les publics concernés, en particulier les jeunes.

Du point de vue économique, la démocratie participative agit comme un mécanisme de réduction des risques. Associer les jeunes à la conception des politiques qui les concernent permet d'identifier plus tôt les incohérences, les angles morts et les effets pervers. Chaque ajustement réalisé en amont évite des coûts bien plus élevés en aval : réformes correctives, contentieux, contestation sociale.

La jeunesse marocaine dispose aujourd'hui de compétences, d'outils numériques et de capacités d'organisation qui facilitent cette participation. Consultations en ligne, budgets participatifs, plateformes citoyennes, ateliers territoriaux : les instruments existent. Ce qui manque souvent, c'est la volonté de leur donner un impact réel sur la décision finale.

Une participation de façade est économiquement contre-productive. Elle consomme du temps, mobilise des ressources et alimente la frustration lorsqu'elle n'aboutit à rien de concret. La démocratie participative n'a de valeur que si elle influence effectivement les arbitrages budgétaires et les priorités publiques.

MAROC : ÉCOUTER POUR BÂTIR LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, UN INVESTISSEMENT SÛR



EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE. CONFiance RENFORCÉE. AVENIR ASSURé.

Sur le plan macroéconomique, la transparence et l'accès à l'information renforcent l'efficacité de l'action publique. Un citoyen informé est plus à même de comprendre les contraintes, d'accepter les compromis et de contribuer à l'effort collectif. À l'inverse, l'opacité nourrit la défiance, la rumeur et parfois le rejet de politiques pourtant nécessaires.

Il existe également un lien direct entre démocratie participative et innovation publique. Les jeunes sont souvent porteurs de solutions pragmatiques, issues de leur expérience quotidienne. Les intégrer dans les processus décisionnels, c'est élargir le champ des possibles à faible coût. Dans un contexte budgétaire constraint, cette intelligence collective est un atout stratégique.

La Charte du 11 Janvier met l'accent sur la clarté des mécanismes. C'est un point crucial. Une participation efficace repose sur des règles lisibles : qui participe, à quel moment, sur quoi, et avec quel pouvoir réel. Sans cette clarté, la concertation devient un exercice formel, vidé de sa substance.

Pour la jeunesse, la démocratie participative est aussi un espace d'apprentissage. Elle permet de comprendre les contraintes de l'action publique, de développer une culture du compromis et de se projeter dans des responsabilités futures. À long terme, cet apprentissage renforce la qualité de la gouvernance.

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

HORIZON 2040 : LEVIER DE GOUVERNANCE

À l'horizon 2040, le Maroc devra arbitrer entre des priorités parfois contradictoires : croissance, justice sociale, transition écologique. Ces arbitrages seront d'autant plus acceptés qu'ils auront été débattus collectivement. La démocratie participative n'est pas un luxe institutionnel. C'est un outil d'efficacité économique et de stabilité sociale. Et, sans doute, l'un des investissements publics les moins coûteux et les plus rentables.



CORRUPTION : POURQUOI LES JEUNES DÉCROCHENT AVANT MÊME D'ENTRER DANS L'ÉCONOMIE

“Appliquer une interprétation démocratique des libertés publiques, notamment la liberté d'expression et de manifestation pacifique.”

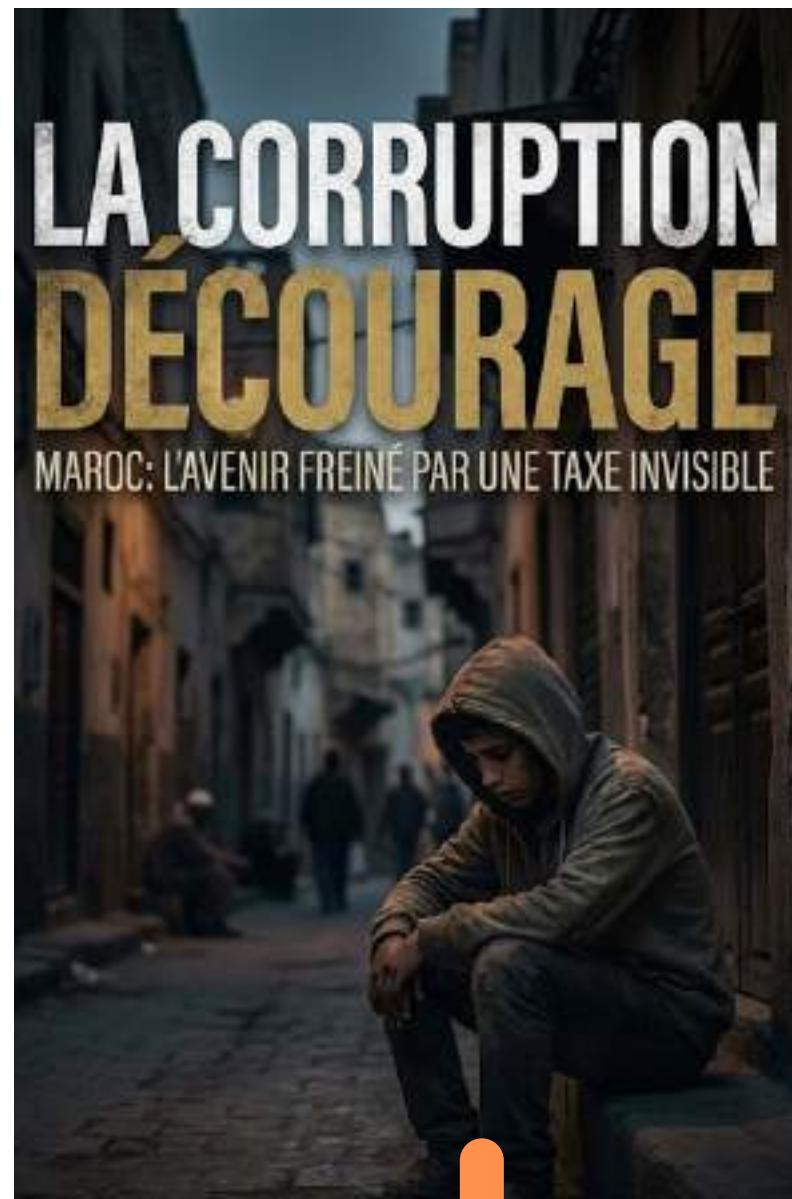
La corruption est souvent analysée en termes juridiques, moraux ou institutionnels. Rarement du point de vue de la jeunesse. Pourtant, pour une grande partie des jeunes Marocains, elle constitue l'un des premiers obstacles à l'entrée dans la vie économique formelle. En plaçant la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité au cœur de la Charte du 11 Janvier, le message est clair : sans confiance, il n'y a ni engagement, ni effort durable.

Pour un jeune, la corruption n'est pas une abstraction. Elle se manifeste très tôt, parfois dès le parcours scolaire, puis dans l'accès à la formation, à l'emploi, au crédit ou au marché. Lorsqu'un poste, une opportunité ou un service semble dépendre davantage du réseau que du mérite, l'incitation à investir dans l'effort s'effondre. L'économie commence alors à perdre avant même d'avoir recruté.

Du point de vue économique, ce décrochage précoce est lourd de conséquences. Les jeunes les plus compétents, les plus mobiles ou les plus ambitieux cherchent à contourner le système : informel, expatriation, retrait. Les autres s'adaptent à des logiques de survie, souvent peu productives. Dans les deux cas, la corruption fausse l'allocation des talents et réduit la performance globale de l'économie.

La corruption agit comme une taxe invisible sur l'initiative. Monter un projet, créer une entreprise, accéder à un marché public devient plus coûteux, plus risqué et moins prévisible. Pour un jeune entrepreneur, ces barrières sont souvent dissuasives. Beaucoup renoncent avant même de commencer, non par manque d'idées, mais par manque de confiance dans les règles du jeu.

À l'échelle macroéconomique, cette défiance généralisée freine l'investissement, alimente l'informalité et affaiblit la concurrence. Les entreprises qui prospèrent ne sont pas toujours les plus innovantes, mais celles qui savent naviguer dans les zones grises. Ce déséquilibre pénalise particulièrement les jeunes, qui disposent rarement des réseaux nécessaires pour "compenser" leur manque d'ancienneté.



La Charte du 11 Janvier insiste sur la reddition des comptes, la transparence et la lutte contre les conflits d'intérêts. Ces principes ne sont pas seulement éthiques, ils sont économiquement rationnels. Un système transparent réduit les coûts de transaction, sécurise les investissements et encourage la prise de risque productive. Pour les jeunes, il crée un horizon lisible, condition indispensable à l'engagement.

Il existe aussi un enjeu symbolique fort. Une jeunesse qui perçoit les institutions comme intègres développe un rapport plus positif à l'effort, à l'impôt et à la règle. À l'inverse, lorsque la corruption est perçue comme endémique, elle devient un argument pour justifier le contournement des règles, y compris dans la sphère privée. Ce glissement affaiblit durablement le contrat social.

La lutte contre la corruption ne se limite pas aux sanctions. Elle passe par la simplification des procédures, la digitalisation des services, la protection des lanceurs d'alerte et l'accès à l'information. Ces leviers sont particulièrement importants pour les jeunes, plus à l'aise avec les outils numériques et plus sensibles à la cohérence entre discours et pratiques.

MAROC : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE



À l'horizon du dividende démographique, la corruption représente un risque systémique. Un pays jeune qui ne valorise pas le mérite se prive de sa principale richesse. La Charte du 11 Janvier pose ainsi une équation simple : restaurer la confiance n'est pas une option morale, c'est une urgence économique.

Pour la jeunesse marocaine, la lutte contre la corruption conditionne l'entrée dans l'économie formelle. Sans elle, les politiques d'emploi, de formation ou d'entrepreneuriat resteront partiellement inefficaces. On ne construit pas une économie dynamique sur la résignation. On la construit sur la confiance que l'effort paie, et que les règles sont les mêmes pour tous.

MÉRITE OU RÉSIGNATION : LE VRAI CHOIX ÉCONOMIQUE DU MAROC

“Valoriser le mérite, la compétence et l'égalité d'accès aux opportunités, comme fondements d'un État juste et crédible.”

Le débat sur le mérite est souvent piégé. Certains y voient un discours moral, d'autres une promesse abstraite d'égalité des chances. Pourtant, derrière cette notion se cache une question éminemment économique. En affirmant la valorisation du mérite, de la compétence et de l'égalité d'accès aux opportunités comme fondements d'un État crédible, la Charte du 11 Janvier pour la Jeunesse pose un diagnostic sans détour : une économie qui ne récompense pas l'effort organise sa propre stagnation.

Pour un jeune, la perception du mérite est déterminante. Elle influence les choix d'orientation, l'investissement dans la formation, la volonté d'entreprendre ou de s'engager. Lorsque les règles du jeu sont claires et équitables, l'effort devient rationnel. Lorsqu'elles sont opaques ou biaisées, l'effort apparaît comme une perte de temps. La résignation s'installe, silencieuse mais coûteuse.

Du point de vue économique, l'absence de méritocratie fausse l'allocation des ressources humaines. Les postes ne sont pas toujours occupés par les profils les plus compétents, les projets les plus innovants peinent à émerger, et la performance globale s'en ressent. Ce phénomène est d'autant plus pénalisant dans un pays jeune, où le capital humain constitue le principal avantage comparatif.

La résignation est l'un des effets pervers les plus sous-estimés. Elle ne se manifeste pas par des crises spectaculaires, mais par une lente érosion de l'engagement. Moins d'initiatives, moins de prise de risque, moins d'investissement personnel. À l'échelle macroéconomique, cette démobilisation diffuse se traduit par une croissance molle et une difficulté à monter en gamme.

La Charte du 11 Janvier rappelle que l'égalité d'accès aux opportunités est indissociable du mérite. Il ne s'agit pas de nier les inégalités de départ, mais de les corriger pour que la compétition soit équitable. Sans politiques publiques capables de compenser les désavantages initiaux, le mérite devient un slogan creux, réservé à ceux qui partent déjà avantagés.

MAROC : MÉRITE ET ÉGALITÉ
VALORISER LA COMPÉTENCE, CORRIGER LES INÉGALITÉS
POUR RELANCER LA PERFORMANCE DU PAYS



Sur le plan de l'emploi, valoriser le mérite implique des procédures de recrutement transparentes, des critères clairs et des mécanismes de progression lisibles. Pour les jeunes, ces éléments sont essentiels. Ils permettent de se projeter, de comprendre les règles et d'accepter l'effort. Là encore, la confiance est le moteur invisible de la performance.

Dans l'entrepreneuriat, la méritocratie se traduit par un accès équitable au financement, aux marchés et à l'accompagnement. Lorsque les opportunités semblent captées par quelques-uns, l'innovation se replie dans l'informel ou s'exporte. À l'inverse, un écosystème perçu comme juste attire les talents et stimule la concurrence.

Il existe enfin un enjeu institutionnel majeur. Un État qui valorise le mérite renforce sa crédibilité. Les jeunes acceptent plus facilement les règles, les contraintes et même les sacrifices lorsqu'ils ont le sentiment que le système fonctionne. Cette acceptation est un facteur clé de stabilité économique et sociale.

HORIZON 2040 : LE CHOIX DU MÉRITE

Sans mérite réel, la jeunesse se résigne.
Avec lui, elle devient moteur.

À l'horizon 2040, le Maroc devra faire face à une jeunesse nombreuse, connectée et exigeante. Le choix est clair : soit organiser une économie de la résignation, où l'effort n'est plus récompensé et où la fuite devient rationnelle. Soit construire une économie du mérite, où chaque compétence trouve sa place et où la jeunesse devient le principal moteur de la croissance.

La Charte du 11 Janvier tranche implicitement ce dilemme. Elle rappelle que la méritocratie n'est pas un luxe moral, mais une nécessité économique. Car un pays qui décourage ses jeunes décourage son avenir.



By Lodj



LE MONDE ENCHIFFRES

Lisez ECO BUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.



www.pressplus.ma